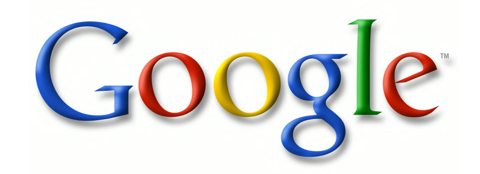
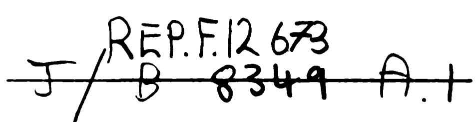
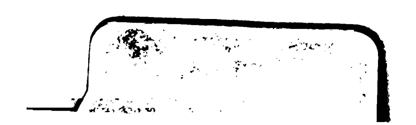





TAYLOR INSTITUTION
DOMI NUS ILLU
MINA TIO MEA





LA PRESSE

DE

LA DÉCADENCE

PARIS. — IMP. VICTOR GOUPY, RUE GARANCIÈRE, 5.

LA PRESSE

DE

LA DÉCADENCE

PAR

JUNIUS



PARIS

E. LACHAUD, ÉDITEUR

4, PLACE DU THÉATRE-FRANÇAIS.

1872

PRÉFACE

Il existe en France une coutume assez étrange — pour ne pas dire absurde — c'est sinon de croire, du moins d'agir comme si l'on croyait que des hommes vêtus à la dernière mode et pourvus d'une barbe taillée en forme de nageoire, ont le droit d'exploiter leurs semblables et de les tromper à leur gré.

On permettra à des hommes qui transigent chaque jour avec leur conscience de continuer tranquillement leur honorable profession.

On traînera devant les tribunaux des fripons qui ont gaspillé les deniers des imbéciles et cela uniquement pour essayer de les réhabiliter, c'est-à-dire pour les engager à recommencer le plus tôt possible.

On acquittera des officiers, des généraux qui ont trahi leurs pays et qui n'attendent qu'une occasion pour renouveler leurs vaillants exploits.

On laissera des sauteurs violer impunément leur serment; pour les récompenser, on leur allouera des sommes énormes, — et, en présence de ces nombreuses monstruosités, personne n'élèvera la voix. On y est habitué.....

Il y a des gens qui appellent cela de la justice!

On en voit d'autres qui en sont fiers!

Ils se mirent dans leur œuvre!

Nous ne voulons point répéter ici, sous une nouvelle forme, ce que nous avons souvent dit ailleurs. Malgré la fertilité de ce sujet, notre intention n'est pas de nous y arrêter longtemps. Deux raisons que nous avons la prétention de juger bonnes nous ont pourtant déterminé à y revenir.

La première : c'est qu'à nos yeux cette coutume ridicule — mais en tous points digne de notre époque et de notre prodigieuse civilisation — est évidemment l'une des causes qui ont contribué le plus à nous jeter dans cette espèce de chaos où le peuple français est forcé

de se traîner maintenant sans savoir s'il marche en avant où à reculons.

La seconde : c'est qu'elle nous amène à parler de cette ignoble prostituée qu'on nomme la *Presse* et dont la conduite — surtout depuis quelque temps — mérite plus que jamais d'être dénoncée à l'indignation publique.

Nos journalistes n'ont, il est vrai, aucune fonction ; ils ne relèvent que d'eux-mêmes. Mais ce serait un tort grave que de penser qu'ils sont étrangers à l'état déplorable de nos affaires, à la corruption profonde de nos mœurs, en un mot à la désorganisation complète de notre société.

Et pourtant ce préjugé existe. Car, malheureusement, on les croit convaincus, honnêtes, désintéressés, de bonne foi, et peu de personnes songent à suspecter leur moralité. L'opinion s'accoutume ainsi à les considérer au même titre que ces honorables fonctionnaires auxquels nous avons fait allusion plus haut.

Notre ignorance nous les fait prendre pour

des géants et en réalité, vus de près, ce ne sont que des pygmées.

Cette illusion funeste permet à ces Titans en baudruche de jouer un rôle immense dans une nation comme la nôtre où l'amour des mots à effet et des beaux discours tient lieu de tout. Ils se moquent de notre crédulité, ils l'exploitent, et, par cela seul, doivent nécessairement exercer sur nous une influence des plus pernicieuses. C'est ainsi qu'ils sont parvenus à devenir les maîtres absolus de nos destinées !

Aussi est-ce à eux — à eux seuls — que nous attribuons la cause de tous nos désastres et de notre situation actuelle.

Nous en avons vu la preuve en ces derniers temps et nous la voyons encore aujourd'hui.

Il suffit d'observer avec quelque peu d'attention leurs mœurs, leur vénalité, leurs principes, leur but et leurs moyens d'action.

C'est ce que nous nous proposons de faire.

J.

CHAPITRE PREMIER

> Un pays est ce que la Presse le fait. Une presse sans principes et sans mœurs se suicide moralement ; un peuple sans presse est perdu.
>
> (*'*)

Le peuple français ressemble en ce moment à ces gens qui sont atteints d'un cancer et qui, soit par lâcheté, soit à cause de l'abattement extrême où ils se trouvent, préfèrent les souffrances d'une lente agonie à celles d'une opération de laquelle dépend leur meilleure chance de salut.

Il est rongé d'un ulcère; son corps est amaigri, sans vigueur; il suinte la pourriture par tous les pores. Et il aime mieux souffrir jusqu'au bout que de cicatriser immédiatement la plaie qui doit fatalement le tuer un jour. C'est à peine s'il consent à se laisser soigner. Pour être exact, nous devons dire qu'il tente parfois ce suprême effort; mais, toujours

dans l'intérêt de la vérité, nous nous hâterons d'ajouter qu'en s'imposant ce terrible sacrifice, il n'obéit qu'à un but : cacher son jeu et dissimuler sa couardise.

Depuis un an, il est en république. Il appelle à son secours les hommes de l'art les plus célèbres ; et depuis cette époque les docteurs les plus éminents veillent nuit et jour au chevet du malheureux agonisant. Tous jugent son état désespéré ; ils savent très-bien qu'avec un malade de cette espèce, les soins les plus intelligents deviennent inutiles si l'on ne commence tout d'abord par lui remonter le moral, c'est-à-dire si on ne le met à même de supporter un remède énergique. Mais ils se gardent bien d'utiliser leur vieille expérience. Point n'est besoin de dire pourquoi ? Néanmoins, tous veulent le sauver !

O mon bon peuple ! exclament ceux-ci, c'est toi qui me nourris, qui m'entretiens, qui m'as fait ce que je suis, enfin. Une telle générosité démontre clairement ton amitié pour moi. Eh bien ! je vais te prouver que tu n'as pas obligé un ingrat en t'indiquant un moyen certain de te guérir : prends-moi chaque jour un verre d'eau sucrée, et je jure de te sauver...... Et, tous les jours, ce bon peuple absorbe

de confiance son verre d'eau sucrée aromatisée parfois, — quand il a été bien sage! — avec un peu d'essence de fleurs d'oranger.

O mon bon peuple! ajoutent ceux-là, puisque tu as consenti à me faire des rentes sous l'empire, c'est que tu me reconnais un certain mérite, et que tu as de la confiance en moi. Montres-en donc jusqu'au bout; je vais te prouver que tu pourrais plus mal la placer. Tiens! avale moi ça. Ne crains rien. C'est un poison violent, mais un remède infaillible; il t'a déja sauvé la vie, souviens-toi.... Et ce bon peuple se dit: effectivement, cette drogue ressemble comme deux gouttes d'eau à celle dont on m'abreuvait pendant mon dernier régime. C'est avec cela que les charlatans du bas-empire m'ont endormi et gouverné durant vingt ans. Il est vrai qu'ils m'ont rudement abruti; mais, je dois bien le reconnaître, ce fut grâce à eux qu'en 1852 je dus mon salut. Si donc j'en prenais une nouvelle tournée?

O mon bon peuple! s'écrient d'autres praticiens qui ne sont peut-être pas plus habiles, mais qui du moins ont le bon esprit de sacrifier les anciennes doctrines aux progrès de leur époque, n'écoute ni les uns ni les autres. Ce sont tous des bavards. Puis-

qu'ils n'ont pas eu le courage de t'avouer la vérité, je vais te la faire connaître, moi, et tout entière : tu n'as ni plus ni moins qu'un cancer. Or, tu dois savoir qu'on ne s'en débarrasse pas plus en avalant du poison ou de l'eau sucrée qu'on ne se guérit d'une entorse en se frottant le ventre avec des compresses d'eau fraîche. C'est donc à toi de voir si tu aimes mieux attendre que ta plaie t'ait rongé jusqu'à la moelle pour y plonger le fer rouge..... Et ce bon peuple qui a été beaucoup plus habitué à jouir qu'à souffrir recule devant un sacrifice de quelques instants.

Voilà où en est réduit le peuple français.

On le laisse dans une telle ignorance, et sa démoralisation est si grande qu'il est incapable de distinguer le parti qu'il doit prendre. Il ne s'en préoccupe même pas, tant est profonde son indifférence pour tout ce qui l'intéresse sérieusement. Ah ! s'il fallait débiter une gaudriole ou dire combien il y a de manières de monter en vélocipède, il ne serait nullement embarrassé. Sur ce point, ses professeurs lui ont donné une instruction qui ne laisse rien à désirer. Mais du moment où il s'agit de parler raison, il fait la pirouette et vous chante un air connu !

Il ne se doute seulement pas que, s'il persiste ainsi dans ses charmantes habitudes, il lui reste à peine deux ou trois ans à vivre !

Là se résume, nous le répétons, sa véritable situation.

A qui la faute ?

Est-ce vraiment au chef de l'État qui, selon les uns, paralyse le bon vouloir de messieurs nos représentants ? Est-ce au contraire à ces derniers qui, suivant d'autres, mettent le Président de la république dans l'impossibilité d'agir ? Nous ne le pensons pas. Dans tous les cas, il nous paraît peu utile de répondre à ces questions. Notre intention n'est pas de critiquer le vieillard qui, malgré son grand âge, a cru devoir accepter la direction d'un vaisseau à moitié démâté et exposé aux plus grands périls ; encore moins avons-nous celle d'adresser des reproches à ceux qui sont chargés de le seconder, de le surveiller.

Non pas que nous jugions nos honorables députés tous purs et sans tache, loin de là est notre pensée ! Des hommes qui, pour faire triompher leur parti, — celui de leurs intérêts, — ne craignent pas de semer partout la haine et la discorde, méritent même

mieux que des reproches. Mais, à nos yeux, ils ne sont nullement responsables de l'état honteux où se traîne notre malheureux pays. Si nous voulions accuser quelqu'un, ce serait plutôt le peuple, car c'est lui qui a eu la sottise de les nommer. Malgré cette folie, nous l'absolvons encore : il est aussi innocent que les autres.

Quand vous envoyez votre enfant au collége et que vous ne le voyez faire aucun progrès, vous ne vous en prenez pas au Président du conseil de l'instruction publique ni aux inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur, mais bien aux professeurs qui sont chargés de diriger ses études. Lorsqu'on voit un soldat faire mal l'exercice, on n'attribue point son inhabileté au ministre de la guerre ni à son état-major, mais bien aux sous-officiers et officiers qui sont payés pour lui enseigner son métier. Pourquoi voudriez-vous alors que le peuple à qui l'on n'apprend rien sût quelque chose? Doit-on lui reprocher d'avoir choisi, pour le représenter, des mandataires sans valeur, sans expérience? S'il ne s'est pas trouvé d'hommes assez honnêtes, assez désintéressés, pour l'éclairer sur un choix aussi délicat, en est-il la cause? En conscience, peut-on le rendre

responsable de son ignorance? Mille fois non! Ce n'est pas sa faute, mais bien celle des hommes auxquels est dévolu, en vertu de leurs pouvoirs et de leur position, le soin de son éducation.

Nous n'étonnerons personne en ajoutant que nous voulons parler des hommes de la Presse.

Tout le monde sait, en effet, que la mission de ces dignes gens est d'instruire et surtout de moraliser le peuple, d'éclairer sa raison, de développer son intelligence en même temps que ses bons instincts, et, qu'au lieu de remplir cette noble tâche à laquelle ils devaient impérieusement se consacrer, ils se sont attachés, par des écrits malsains, pleins de mensonges et de méprisables adulations, par des romans obscènes et souvent abjects, à réveiller en lui les plus mauvais appétits et les plus viles passions.

Ce sont eux qui ont fait l'empire, qui ont toléré son libertinage, sa débauche, ses crimes. Ce sont eux qui, pendant près de vingt années, lui ont conseillé d'entreprendre ces expéditions insensées, ces boucheries épouvantables, lesquelles, au lieu d'améliorer nos relations extérieures, n'ont eu pour résultat que de les compliquer et de les aggraver. Ce

sont eux qui, durant la fameuse guerre de 1870, ont trouvé spirituel de révéler à l'ennemi les plans de nos généraux pour paraître bien informés Ce sont eux aussi qui ont eu recours aux plus misérables expédients afin de surexciter la curiosité publique et de vendre ainsi quelques exemplaires de plus.

Leur rôle, on le voit, ne manque ni de noblesse ni de dignité. Mais là ne se bornent pas leurs exploits. Leur patriotisme va encore plus loin!

A présent, ils veulent tuer la République. Elle vient de naître, on la connait à peine, on n'a pas encore eu le temps d'apprendre à l'aimer et à en apprécier les bienfaits, et, pour atteindre leur but criminel, il n'est pas de ruses qu'ils n'emploient, de calomnies qu'ils n'inventent chaque jour. Leur politique n'a pas d'autré objectif.

Ils sont logiques.

La République ne doit-elle pas être le gouvernement des honnêtes gens? Comment donc pourraient-ils s'en accommoder? Ne leur faudrait-il pas s'acquitter consciencieusement de leur mission, éclairer le peuple, lui parler de ses devoirs en même temps que de ses droits, enfin lui enseigner les grandes lois morales qui régissent les destinées d'une

nation ? Mais, pour agir ainsi, ne devraient-ils point avoir eux-mêmes des principes qu'ils n'ont pas ? On comprend bien qu'ils ne sauraient s'habituer facilement à un tel régime. C'est si déshonorant aujourd'hui d'exercer honnêtement son métier et si peu lucratif surtout !

Les nouvelles épicées, les jeux de mots, les rébus, les intrigues amoureuses, les romans érotiques, les petits scandales, tout cela rapporte bien davantage ! Il est vrai que le bien-être du pays en souffre un peu, mais la caisse de MM. les rédacteurs en chef se remplit, et leurs domestiques mènent une vie de Balthazar. C'est le principal.

Nous ignorons si le peuple est agréablement touché de ce sublime désintéressement. On peut le croire : il le paie assez cher ! En tous cas, nous aimons à penser qu'il en serait médiocrement enchanté s'il possédait le moindre grain de bon sens. Malheureusement il n'en a pas, ou s'il en a, disons-le bien vite, ces messieurs de la Presse font le nécessaire pour le pervertir. Décidément ils sont logiques. Car si le peuple parvenait jamais à avoir assez de jugement pour discerner une œuvre saine d'une autre qui ne l'est pas, les charlatans qui sont obli-

gés de l'exploiter pour vivre ne pourraient plus lui débiter leur marchandise.

Aussi s'effraient-ils de la République. C'est qu'il leur faudrait devenir un peu honnêtes ! Ils ne s'en soucient point. Ils veulent une monarchie, n'importe laquelle, pourvu qu'elle leur permette de continuer tranquillement leur petit négoce au milieu de grossières jouissances.

Ils sont déjà à la besogne. Sera-ce une royauté? Nous ne tenons guère à le savoir. Il est permis toutefois d'en douter; car ceux qui y prétendent sont d'honnêtes gens. Or, il n'en faut plus !

L'EMPIRE, voilà ce qu'ils veulent ! L'empire, avec ses généraux de papier, ses ministres de carton, ses courtisans à figure de cire, ses préfets à ressort et son luxe insolent. Nous l'aurons. C'est fatal. Leur œuvre n'est qu'à moitié terminée. Ils nous ont nourris d'ordures pendant vingt ans. De telles prouesses ne suffisent point à leur gloire : il leur reste encore à nous abreuver de honte.

A côté de ces ignominies, l'incurie de la chambre et l'impuissance forcée ou non du gouvernement doivent paraître légères. On comprendra maintenant pourquoi il nous a semblé superflu de les cri-

tiquer tout à l'heure. Il nous importe médiocrement de raconter leurs turpitudes ou de dire ce qu'ils auraient dû faire. L'auraient-ils pu d'abord? Rien n'est moins certain. Nous disons plus, c'est que si nos représentants étaient tous de la force des hommes de génie dont notre pays doit s'enorgueillir avec le plus de raison, les affaires iraient probablement aussi mal.

Il ne s'agit pas de créer des lois, des institutions ni d'améliorer celles qui existent. A quoi bon des lois là où fleurit l'iniquité sous toutes ses formes? Comment veut-on que le peuple les respecte, puisqu'il en est encore à ignorer les premières notions de ce que, dans les pays éclairés, on appelle le droit et le devoir? Il faut, avant tout, lui inculquer les deux grands principes sociaux de la justice et de la solidarité, réformer ses mœurs, corriger ses défauts, accroître son instruction par tous les moyens possible, en un mot, refaire à tout prix son éducation qui a été juisqu'ici presque nulle et vicieuse. Voilà ce que la Presse ne devrait jamais perdre de vue. Sans mœurs, pas de justice, nulle sécurité, nul progrès.

C'est pourquoi nous rejetons nos accusations sur

la tête de ceux qui, au lieu de nous apprendre à devenir d'honnêtes citoyens, à nous prêter un dévoûment mutuel, à concilier nos intérêts réciproques afin de les mieux sauvegarder, prennent à tâche de nous maintenir dans un état d'ignorance et d'inertie qui leur permet de nous exploiter à leur gré. Eux seuls, nous ne cesserons de le répéter, sont responsables de cette décadence morale qui sera l'opprobre de notre époque. Il est du devoir de tout homme de cœur de les dénoncer à l'indignation publique et de les flétrir comme ils le méritent. Il est temps de dévoiler leur effronterie, leur impudeur et leurs intentions criminelles.

Tel sera notre but.

Si répugnant qu'il soit, nous le poursuivrons jusqu'au bout. Quand le vice devient insolent, on ne doit pas craindre de le frapper en face.

CHAPITRE II

> Des colosses en baudruche qui ont les pieds dans la fange et la tête dans les nuages, voilà les journalistes de notre temps !
>
> (***)

Bien que la naïveté ne soit plus de ce monde, on rencontre cependant encore des gens assez simples pour croire aux opinions et aux sentiments de la Presse. Niais propos, bavardages, nouvelles absurdes, n'importe ! ils prennent tout au sérieux... Sur quoi repose cette confiance excessive et si souvent abusée ? La plupart du temps sur cette conviction profonde que si la Presse était aussi lâche et aussi méprisable qu'on veut bien le dire, elle n'aurait ni la force ni l'immense crédit dont elle dispose.

Le fait est que, dans la situation honteuse où se trouve la Presse, il n'est guère aisé de s'en expliquer la toute-puissance. Il n'est pas impossible de

s'en rendre compte, nous allons le prouver ; mais pour les ignorants et les badauds, c'est-à-dire pour les trois quarts et demi des êtres qui peuplent notre admirable pays, la démonstration d'une pareille bizarrerie ne laisse pas que d'être assez difficile. Il faudrait d'abord raisonner, ensuite avouer ses torts, reconnaître ses fautes : la France n'est point capable d'un tel sacrifice. S'amender ?... quelle dérision !

On ne doit pas s'en étonner.

Une nation sans mœurs ne conviendra jamais de son aveuglement ni de ses faiblesses. La raison échouera toujours contre le préjugé. Est-ce que d'ailleurs un ouvrier, enclin à la paresse et à l'ivrognerie, peut se corriger de ses défauts, s'il voit sa mère, qui doit pourtant l'élever dans le devoir, se rouler dans l'orgie du matin jusqu'au soir ? Pourquoi donc le peuple se corrigerait-il de ses vices, lui, puisque la Presse, qui est cependant chargée de son éducation, est la première à lui mettre sous les yeux d'ignobles exemples ?

Quelque coupable qu'il soit, il n'a pas tous les torts. On comprend du moins ses mauvais penchants et cette espèce d'ilotisme où l'on se plait à le laisser

croupir. Avec d'autant plus de sujet, ne doit-on pas être surpris de ses illusions à l'endroit de la Presse.

Nos journalistes répondent à cela qu'ils ne l'obligent nullement à acheter leur prose. Eh! pardieu, nous ne l'ignorons pas. Il ne manquerait plus que cela! Il n'en est pas moins vrai, messieurs, que le peuple vous accorde un crédit illimité et de plus très-dangereux, parce que vous en faites un déplorable usage. Après cela, nous ne nous berçons d'aucune illusion. Nous savons fort bien que si le peuple vous honore d'une telle confiance, c'est qu'il lui plaît d'agir ainsi; nous ajoutons qu'il y est un peu contraint par d'anciennes habitudes et des besoins plus ou moins factices. Mais ces nécessités impérieuses, ces appétits toujours en éveil, ne proviennent-ils pas de la dépravation que vous avez amenée et à laquelle vous donnez satisfaction chaque jour en échange de son argent? Croyez-vous donc que s'il avait une juste idée de lui-même, de ce qu'il peut, de ce qu'il devrait vouloir, il se contenterait longtemps de vos scandales et de vos platitudes quotidiennes? Erreur! Peut-être jouiriez-vous du même crédit, mais vous seriez tenus de l'appliquer à des travaux sérieux et utiles au bien public.

La puissance qu'on veut bien vous prêter n'est pas plus justifiée. Remarquez que nous ne la contestons point. Seulement, nous voulons essayer d'en déterminer la nature et surtout d'établir qu'elle est absolument indépendante des qualités dont on vous croit doués grâce à un préjugé malheureusement trop répandu.

Une image rendra mieux notre pensée.

Si, par exemple, on savait que deux ou trois mille vauriens vagabondent à travers Paris et que leur unique moyen d'existence consiste à dire des joyeusetés aux passants afin de mieux les exploiter, quel parti la prudence nous conseillerait-elle de prendre ? Celui de les arrêter. Très-bien ! Mais si des lois spéciales protégeaient ces malfaiteurs, les autorisaient à continuer paisiblement leur ingénieuse industrie, qu'adviendrait-il ? On en aurait peur. Sans doute.

Ces deux ou trois mille fripons seraient une force, une force imposante même de laquelle ils s'autoriseraient plus tard pour exercer sur une vaste échelle leur honorable profession. On les craindrait, on s'y habituerait petit à petit, on chercherait à s'en faire des amis, on causerait d'eux comme d'autre chose ;

puis, des gens trouvant leur métier lucratif, finiraient par les imiter.

Eh bien, mettons à la place de ces coupeurs de bourses deux ou trois mille journalistes, nous arrivons exactement aux mêmes résultats. Nous nous comportons avec eux comme nous nous serions conduits tout à l'heure à l'égard des chenapans désignés plus haut. Nous leur faisons la même situation et leur accordons les mêmes avantages.

Cette comparaison, messieurs, ne vous flattera peut-être pas infiniment. Mais nous en sommes désolé, nous avons à cœur de dire la vérité et nous la dirons. Or, la vérité, c'est que nous vous craignons tout comme nous aurions craint les misérables dont il a été question précédemment et comme nous avions en horreur les bonnets à poil de l'empire, non pas à cause de votre force individuelle ni de votre courage mais de l'arme redoutable que vous avez entre les mains.

De là toute votre force.

Vous avez voulu l'empire,— et vous nous avez imposé ce régime corrompu et corrupteur. Vous nous l'avez fait subir en imitant ces cuisiniers qui avant de servir des viandes avariées ont le soin de les sau-

poudrer de piment pensant avec le proverbe que la sauce fait passer le poisson.

Malgré toutes vos précautions, cette nourriture vous a soulevé le cœur, vous l'avez rejetée, et comme toujours nous avons suivi votre exemple, nous l'avons vomie avec vous.

Maintenant que vous avez l'estomac débarrassé, que désirez-vous ? Le remplir de nouveau...

Vous voulez encore goûter de l'empire !

Vous accommodez à votre sauce favorite ce morceau immonde pour que nous puissions l'avaler une seconde fois sans trop faire la grimace, — et nous, badauds incorrigibles, nous nous laissons éblouir par vos brillantes promesses et par vos pompeuses tirades ! Vos parades et vos boniments grotesques nous réjouissent toujours, ô pitres du *Premier-Paris !* En vain voudrions-nous nous en priver. Nous ne pouvons plus nous en passer, tellement nous sommes habitués à nous en nourrir. Vous nous avez empoisonnés ! Voilà toute votre puissance, et c'est ainsi que vous l'utilisez !

Libre à vous maintenant d'appeler cela *l'influence naturelle de la pensée*, *l'ascendant des fortes convictions*, *l'autorité du talent*, etc. Vous avez le droit de défen-

dre la position solide et avantageuse où notre sotte crédulité vous a placés; vous pouvez même vous y retrancher à votre aise et, de là, frapper à tort et à travers avec vos armes de prédilection, l'injure et la calomnie.

Quant à nous, nous vous refusons toute dignité; des hommes qui se dégradent n'en sauraient avoir. A plus forte raison, ne vous reconnaissons-nous aucune force morale. Votre puissance n'est ni légitime, ni rationnelle, ni justifiée, et l'on ne peut en comprendre l'étendue qu'en reconnaissant préalablement l'immensité de la bêtise humaine.

Des esprits éminents, mais plus préoccupés de l'idéal que de la réalité, ont voulu vous placer sur un piédestal... Nous voulons, nous, montrer que si ce piédestal est de bronze, l'idole est de fange.

CHAPITRE III

> **Le journalisme est un métier — le métier de tous ceux qui n'en ont pas.**
> **(***)**

Les enfants, si on leur donne une poupée, commencent par la regarder et s'en amusent. Puis, à force de lui entendre toujours dire *papa*, *maman*, de la voir gesticuler, rire et pleurer de la même manière, ils s'en dégoûtent ou s'en irritent. Enfin, poussés par la curiosité, ils la brisent aussitôt pour savoir ce qu'il y a dedans. S'apercevant alors que leur poupée est tout simplement formée de bois, de ressorts et de carton, ils la jettent de dépit.

Nous, qui sommes pourtant des hommes, nous n'avons même pas ce sentiment instinctif de l'enfance. Nous ne sommes pas curieux, nous ne sommes que badauds, ce qui est bien différent. Ainsi, nous nous arrêtons une fois, dix fois, pour voir un chien

donner l'accolade fraternelle à un de ses semblables. Mais nous verrons les polichinelles et les bateleurs de la presse se livrer chaque jour aux mêmes pantalonnades, et il ne viendra à l'idée de personne de les déshabiller, de les mettre en pièces pour regarder ce qu'ils ont dans le ventre. On verrait peut-être que leur cœur est aussi en carton et que leurs opinions sont tout bonnement comme des ressorts mécaniques qu'il suffit de toucher avec une pièce de cent sous pour les mettre en mouvement.

Le fait est que, de toutes les professions, l'état de journaliste est celui où l'on rencontre le plus d'êtres grossiers et dépourvus de bons sentiments. Choisissez n'importe quelle carrière, le barreau, la magistrature, le notariat, l'enseignement, etc. Partout, on trouvera une certaine convenance, quelquefois de la politesse, de la distinction, souvent de la science. Prenez n'importe quel métier, voire même celui de charbonnier. Là, comme ailleurs, on rencontrera, nous ne dirons pas plus d'élégance ni d'instruction assurément, mais moins d'égoïsme, de ramollissement, de lâcheté que dans la Presse, en un mot, plus de qualités viriles.

C'est que, pour embrasser une carrière honorable

ou qui est censée l'être, on doit savoir quelque chose; de même que, si l'on choisit le métier de charbonnier, il faut être robuste, courageux à la besogne et assez honnête pour obtenir un certificat de bonne vie et mœurs. Tandis que pour être journaliste, il suffit d'avoir beaucoup d'aplomb, pas mal de vice, une plume, de l'encre, du papier, et de mettre en quelque sorte à la porte de sa conscience, comme sur les murs de certaines maisons, l'écriteau traditionnel : *A vendre ou à louer.*

L'histoire suivante va édifier les incrédules :

Il y avait autrefois dans la presse parisienne un homme qui était taillé pour rédiger un article sensé à peu près comme le Prince de Sedan, son digne Maître, pour commander un corps d'armée. Ce journaliste, — nous l'appellerons Hix, si vous voulez, — n'était qu'un piètre personnage. Non qu'il manquât d'intelligence, d'une certaine hardiesse; mais il était complétement dépourvu d'instruction et d'éducation. La nature l'avait *non moins bien doué* sous le rapport de l'esprit et du bon sens.

Son pauvre père qui était un honnête cordonnier n'avait jamais rien pu en faire. Il l'avait d'abord envoyé dans le chef-lieu du département afin qu'il

apprît à confectionner élégamment une paire de souliers, puis en pension, au collége : partout les mêmes insuccès. A force de démarches, il finit cependant par le faire admettre en qualité d'homme d'équipe dans le personnel de la Compagnie du chemin de fer de Lyon. Cette position, sans être bien lucrative, n'avait du moins rien de déshonorant; mais monsieur son fils dont l'ignorance égalait la vanité la trouva indigne de lui.

Il s'en contenta toutefois pendant quelque temps. Après deux ou trois mois de résignation forcée, il jugea bon de se faire renvoyer et revint à T..., sa ville natale. Heureusement pour son pauvre père, il parvint à obtenir assez rapidement un emploi dans les bureaux de la Mairie. Dès le début, ses nouvelles fonctions qui consistaient à user un rond de cuir pendant huit heures par jour, ne lui déplurent pas trop. Il barbouillait sur son sous-main la silhouette de ses chefs, faisait des vers, copiait de la musique pour la Société philharmonique, lisait des romans et, pour cela, gagnait mille francs par an. Assurément, il ne pouvait rêver d'occupation plus douce. Aussi s'en accommoda-t-il volontiers durant trois ou quatre ans. Mais sa folle ambition, repre-

nant peu à peu le dessus, il trouva le moyen d'insulter son chef de bureau dans une discussion à propos d'une artiste du théâtre de la ville, ce qui lui valut une verte remontrance du Maire et en même temps son expulsion immédiate. C'était tout ce qu'il voulait !

Il faut dire en passant qu'il aimait beaucoup le théâtre. Il y allait souvent, fréquentait les artistes. Il adressait même des vers à l'actrice dont il vient d'être question, lesquels, nous n'avons pas besoin de l'ajouter, étaient aussitôt imprimés dans le journal de la localité.

Bref, notre jeune troubadour se trouva de rechef sur le pavé. N'osant pas affronter de nouveau le courroux paternel, il partit pour Paris où il fit la connaissance de M. de l'Entrefilet, journaliste influent et son compatriote. Comment se lia t-il avec ce personnage ? Peut-être l'avait-il connu dans son pays, alors que ce dernier y dirigeait le journal de l'arrondissement. Toujours est-il qu'en peu de temps il fut attaché à la rédaction d'une gazette de théâtre assez courue — laquelle subsiste encore — et que quinze ou dix-huit mois après,—on vivait alors sous la dictature Morny et C[e], — il se vendait à l'un de

nos grands journaux pour chanter quotidiennement les exploits du coup d'État et la gloire de cette créature infernale à laquelle la France doit tous ses désastres. Son ambition était satisfaite. Il n'avait plus qu'à attendre la fortune.

Un jour qu'à la Maison Dorée il en savourait tranquillement les douceurs, un de ses anciens camarades de collége — nous le nommerons Zed si vous n'y voyez pas d'inconvénient — l'accoste.

— On ne sait donc plus reconnaître ses vieux amis, s'écrie ce dernier en lui serrant la main avec effusion.

— Tiens, ce cher Zed ! répond Hix en priant son ex-condisciple de s'asseoir à côté de lui. Dieu me damne si jamais je songeais à te rencontrer ici !

— Ni moi non plus, réplique Zed. Ah çà, tu n'es donc plus dans les Chemins de fer ?

— Pousser des wagons, fi donc ! j'ai trouvé mieux...

— C'est comme moi. J'ai quitté l'épicerie...

— Ah !

— Oui, continue Zed. Mon patron m'a flanqué à la porte parce qu'il m'avait rencontré plusieurs fois portant du sucre et du café à ma donzelle. Depuis,

je suis entré comme garçon au café du théâtre.

— Où tu fis tes affaires?

— Non. Le maître de l'établissement m'ayant surpris en flagrant délit avec sa femme crut de sa dignité de me donner congé...

— Et sa botte dans le derrière?

— Je crois bien que oui! Maintenant, je suis commis-voyageur dans la maison Chouquet frères et Ce, fabricants de boutons en papier.

— Je t'en fais mes compliments. Et tu t'y plais?

— Pas précisément. Mais que veux-tu faire? Après la crise que nous venons de traverser, le commerce offre si peu de ressources!

— Il est certain que la situation n'est guère prospère. A ta place, je chercherais un autre emploi.

— Sans doute, mais quoi?

— N'importe lequel. Puisque tu ne te sens pas plus de disposition pour une chose que pour une autre, pourquoi par exemple ne te lancerais-tu pas dans le journalisme?

— Pour vendre des journaux sur la voie publique?

— Non, pour les rédiger.

— Moi journaliste! tu veux rire?

— Je le suis bien !...

— Toi! allons donc!

— Qu'y a-t-il d'étonnant?

— Je ne mets pas en doute tes hautes capacités, remarque bien. Je constate seulement qu'entre manier une plume et des colis dans une gare il y a un abîme à côté duquel les gorges de l'Himalaya ne sont que des coquilles de noix.

— C'est justement ce qui te trompe : l'un n'est pas plus difficile que l'autre. J'en suis une preuve...

— Décidément tu veux plaisanter.

— Nullement. Je te demande sérieusement s'il te plairait de faire comme moi et de gagner douze ou quinze mille francs par an?

— Cela m'irait assez, je ne te le cache pas. Malheureusement il ne s'agit pas de vouloir, il faut encore...

— Ne t'occupe pas du reste.

— Si au moins j'avais un peu de style.

— C'est tout à fait inutile.

— Encore faudrait-il se connaître un peu en politique; or je n'y entends pas plus qu'à ramer des choux!

— Raison de plus! Sais-tu seulement tenir une épée?

— Pas plus qu'une plume!... Mais, dis-moi, quel rapport vois-tu entre l'art d'écrire et celui de jouer de l'espadon?

— Écoute : quand j'arrivai à Paris, j'étais aussi inexpérimenté que toi. Je ne savais rien de rien. Cependant j'étais parvenu à placer quelques méchantes nouvelles dans un certain journal de théâtre dont un heureux effet du hasard m'avait fait connaître le directeur. Ces articles, est-il besoin de te le dire? étaient aussi incorrects que grotesques, surtout dans les commencements. Mais je disais, faisais et écrivais tout ce que l'on voulait : de là l'extrême indulgence dont j'étais l'objet. Un jour, — on était en 1848, — j'eus un duel. A propos de quoi? Il importe peu. Toujours est-il qu'on parla beaucoup de l'aventure, et que dès ce moment, ma situation s'améliora sensiblement..... Comment cela se fait-il? me dis-je. Hier encore, je n'étais qu'un écrivassier de dixième classe, et à présent mon rédacteur en chef cesse de me considérer comme un polisson. Mes collaborateurs ne sont pas moins charmants. Je n'ai pourtant pas fait de chef-d'œuvre

depuis vingt-quatre heures !.... Est-ce que mon duel serait la cause de ce changement si subit ? On serait presque tenté de le croire... Mais alors si, pour se fabriquer une réputation, il ne faut qu'aller sur le terrain, rien ne m'est plus facile d'atteindre par escalade les sommets de la célébrité. Il me suffit d'écrire des turpitudes, de les soutenir et de chercher querelle à ces chers confrères... Ces réflexions terminées, je me mis à l'œuvre, et, au bout de six mois de salle chez Grisier, j'étais devenu un habile ferrailleur.

— Tu veux dire un habile écrivain, interrompit son ami Zed.

— Pas encore ! Cependant ma réputation grandissait à vue d'œil. On parlait de moi, de ma hardiesse, de mes extravagances que, par bienveillance, on qualifiait de paradoxes. Et, quelque temps après, je m'engageais comme spadassin dans l'un des premiers journaux de l'empire. J'étais enfin arrivé à être journaliste...

— Au comble de l'infamie !

— Là n'est pas la question. Pour moi, tous les métiers sont bons lorsqu'ils vous permettent d'aller prendre pension à la *Maison Dorée*. Il s'agit simple-

ment de savoir si tu te sens le toupet de risquer la partie. Dans ce cas, je t'en offre les moyens.

Nous ne saurions dire si l'ex-voyageur en cassonnade devint un bretteur aussi distingué que l'ex-homme d'équipe. Nous ne le pensons point, car on n'entendit guère parler de lui. Ce qu'il y a de certain, c'est que, quinze ans après ces faits, il avait obtenu de l'empire une position, sinon brillante, du moins fort lucrative, et qu'aujourd'hui il est encore l'un des principaux meneurs du parti bonapartiste.

Quant à son honorable ami Hix, actuellement retiré de la vie politique, il mange ses rentes dans un modeste village situé non loin des bords du Rhône. C'est là qu'il y a six ans nous l'avons rencontré. Nous dirons peut-être un jour dans quelle circonstance. Nous montrerons alors que cette histoire n'est point fabriquée à plaisir et que si l'on ne craignait d'être pris d'insurmontables nausées en remuant jusqu'en ses bas-fonds le monde abject et fangeux de la Presse, où les nobles caractères deviennent de plus en plus rares, on y trouverait une foule de créatures beaucoup moins aptes à exercer le métier de journaliste qu'à pousser des wagons ou à vendre de la mélasse.

CHAPITRE IV

> Dans un pays comme le nôtre, où l'amour des grandes phrases tient lieu de tout, la presse est seule maîtresse de l'opinion publique : de là le devoir pour tout esprit clairvoyant et équitable qui la juge de mesurer sa responsabilité à l'immense influence qu'elle exerce.
>
> (***)

Que la corruption ait envahi la presse, personne n'en est surpris. On sait qu'elle servait de pivot au système politique de l'empire et que, depuis vingt ans, elle a gangréné toutes les administrations, même l'ancienne magistrature française, laquelle se composait pourtant d'hommes intègres, instruits, bien élevés et par conséquent peu susceptibles de corruptibilité.

Que le journalisme soit le métier où l'on rencontre le plus de dépravation, on se l'explique encore. Nous venons d'en dire la cause, c'est que les plus pauvres

hères et les premiers intrus venus peuvent exploiter cette profession, — telle qu'on la pratique aujourd'hui, s'entend, — beaucoup plus facilement que n'importe quelle entreprise. Mais comment comprendre que le nombre de ces messieurs ait pu décupler en moins de vingt ans?

La raison en est bien simple.

Par exemple, que le gouvernement autorise chacun à exploiter librement son voisin; croyez-vous que les jeunes gens d'aujourd'hui se donneront la peine d'user leurs fonds de culottes sur les bancs du collége pour se créer une position? Convenons-en, il leur serait infiniment plus commode et plus agréable tout à la fois d'acheter une espingole et d'aller passer de trois à quatre heures par jour sur une grande route ou au coin d'un bois pour détrousser les voyageurs.

Le temps et le progrès aidant, cette nouvelle industrie aurait grande chance de succès. Nous aimons à croire qu'il se trouverait encore des pères de famille assez raisonnables pour empêcher leurs enfants de suivre cette vocation; mais il est excessivement probable, pour ne pas dire certain, que ce commerce serait pour les paresseux, les ignorants,

les aventuriers et les vauriens ce qu'est actuellement la Presse pour les fonctionnaires destitués, les officiers en disponibilité, les banquiers faillis, les employés révoqués et les commerçants en rupture de comptoir.

Le journalisme, en effet, sert de refuge à tout ce que notre société rejette. Il ne faut donc pas trop s'étonner d'y trouver des êtres aussi honorables ni surtout de les voir pulluler. Rien ne nous semble plus naturel. Aussi en avons-nous pris philosophiquement notre parti. Par contre, une chose nous écœure : c'est de voir des gens d'esprit, de valeur, imiter les imbéciles et devenir, à l'exemple de ces derniers, de simples chevaliers d'industrie.

Il ne s'agit pas ici, bien entendu, de ces prétendus hommes de lettres dont le principal talent consiste à étaler leurs nœuds de cravate au café de Suède ou à y démontrer l'heureuse influence de l'absinthe sur la culture du calembour. Ils ne valent pas la peine qu'on s'en occupe. Si nos mœurs et les grandes questions qui s'y rattachent leur inspirent un médiocre intérêt, leurs calembredaines ne nous causent qu'un profond dégoût. Libre à eux de préférer l'*Œil crevé* à *Guillaume Tell* et de prouver par un cynisme qui

échappe à toute discussion qu'il vaut mieux écrire l'histoire de Rocambole que celle d'Esmeralda. A leurs yeux, l'auteur d'*Hernani* n'est qu'un rêveur aux idées baroques, Voltaire un imbécile, Rousseau un maniaque, nous savons cela. En ce temps de défaillances de toute sorte, il est du meilleur genre de marchander le génie aux hommes dans le malheureux esprit desquels il n'est jamais venu l'idée de créer des inepties comme notre brillante littérature en produit aujourd'hui.

Nous voulons parler des écrivains qui ont conçu de vraies œuvres et qui, plutôt que de s'adonner à des travaux sérieux, préfèrent gaspiller leur talent à des puérilités. Ceux-là sont les plus coupables, car de qui pouvons-nous attendre de bons exemples, si ce n'est d'eux? Ne devraient-ils pas éclairer les jeunes et leur dire : notre société est sur le point de périr, si nous n'y prenons garde. Le Vice y fleurit partout. Hier, on le considérait comme un Dieu ; aujourd'hui, on veut lui élever une statue. Notre dignité et notre raison ne peuvent souffrir plus longtemps un tel outrage. Où qu'il soit, nous devons l'attaquer. Quelque solide que soit son piédestal, il faut nous efforcer de le renverser. Y parviendrons-nous?

Qu'importe ! Le soldat, quand il se bat, est-il toujours sûr de gagner la victoire ? Suivons donc cet exemple. Puisque nous avons la charge d'apprendre à notre pays à penser et à agir, acquittons-nous-en consciencieusement. Faisons la guerre aux abus, aux préjugés, aux exploitations, et combattons avec cette pensée qu'une ou deux générations bien conduites peuvent rendre à notre malheureuse patrie la force et la prospérité. Si nos efforts sont infructueux, du moins aurons-nous la consolation d'avoir doté l'humanité du fruit de notre intelligence et d'avoir exercé honnêtement notre métier.

Tel est leur devoir. Au lieu de le remplir, ils se disent : en créant une œuvre utile, instructive, nous restons huit à dix mois et nous ne la vendons pas. Pour faire une nouvelle épicée ou une gauloiserie à la mode, il ne nous faut que huit à dix heures, et nous la débitons comme des petits pâtés. Il n'y a donc pas à hésiter. Puisque l'art est devenu métier, mettons-nous gauloisement dans le mouvement et cultivons la gaudriole.

C'est assez triste à dire ; malheureusement nous n'inventons rien. Depuis plus de dix ans, notre littérature ne s'est pas enrichie d'une seule œuvre

3

vraiment remarquable. Nos grands phraseurs et nos beaux esprits bavardent, écrivent beaucoup, mais toujours pour ne rien dire selon leur noble et courageuse habitude. Que produisent-ils? Rien. A quoi servent-ils? A exploiter le peuple et à l'induire en erreur. Jamais depuis vingt ans l'on n'a eu plus d'écrivains et jamais l'on n'a vu moins de bon sens ni moins de science sociale.

L'ignardise et une sorte de lèpre morale ont envahi la France....

Voilà la vérité.

A quoi attribuer la cause d'un si épouvantable mal? A la presse, évidemment. Eh bien, allez le lui demander? Elle vous répondra par ses journaux qu'elle y est absolument étrangère, qu'elle a même tout fait pour l'éviter. Son impudence n'a d'égale que sa lâcheté. Elle vit, elle mange, elle boit, elle jouit, dans la certitude de s'être acquittée loyalement de ses devoirs.

Voyons, messieurs, il faudrait pourtant raisonner un peu. Notre littérature est tombée dans le marasme, et vous avez travaillé à lui rendre son éclat d'autrefois. Vous avez voulu nous éclairer, nous moraliser; vous avez tenté d'instruire le peuple.

Mais vous prétendez que, si le peuple n'a pas écouté vos conseils, vous n'en êtes pas la cause. Nous ne pouvons rien lui apprendre malgré lui, ajoutez-vous. Ce n'est pas notre faute s'il préfère la fantaisie débraillée ou des feuilletons excentriques aux ouvrages sensés. Il nous a demandé du sel, nous lui en avons servi ; à présent, il aime mieux du poivre, nous en mettons partout. Nous sommes de notre époque !

Vous êtes de votre siècle, on n'en saurait douter ; vous lui faites même honneur. Mais, quant à avoir bien mérité de la patrie, permettez ! D'abord, le peuple ne vous a rien demandé, ni sel ni poivre. Vous lui avez servi ce qu'il convenait à vos intérêts de lui donner. Les filets de bœuf, avez-vous dit, coûtent fort cher. La viande corrompue, fortement assaisonnée, ferait aussi bien son affaire. Pourquoi ne l'habituerions-nous pas à s'en nourrir? Nous y gagnerons diablement plus !

Ensuite, à supposer même que vos objections soient fondées, vous n'aviez pas besoin de consulter, encore moins de satisfaire les goûts, les caprices de vos lecteurs. Un enfant bien élevé doit manger de tout. Or, pour vous, le peuple n'est point autre

chose. C'est vous qui devez l'instruire, diriger son éducation. Quand on voit des enfants devenir vieux avant l'âge, préférer le vinaigre à une nourriture fortifiante, on ne rejette pas la faute sur eux, mais bien sur leurs parents.

Quelles sont encore vos bonnes petites raisons? Que rire est un besoin de l'homme, et qu'on ne peut raisonnablement l'astreindre à pleurer toujours?.... Eh, mon Dieu! nos ancêtres aussi aimaient à rire, et ils ne s'en portaient pas plus mal assurément. Mais les littérateurs de leur temps ne jugeaient pas utile de leur administrer tous les jours une dose de haschich afin de provoquer dans leur cerveau des rêves abrutissants, et sur leur visage une hilarité spasmodique et grotesque. Ils n'eussent point appelé cela rire mais faire la grimace.

MM. les rédacteurs en chef ne sont pas précisément de cet avis. Par exemple, ils ne s'en vantent pas. Ce sentiment de pudeur les honore. Ne leur reprocherait-on point de pervertir le goût des masses et de pousser à la corruption publique? On conçoit que leur patriotisme dont ils ont donné tant de preuves éclatantes, souffrirait trop cruellement d'une pareille accusation. Ils croient plus digne

d'afficher de sages principes, de les prôner partout, et de ne jamais les mettre en pratique. Ils sauvent ainsi les apparences, et leur caisse — l'unique objet de leurs préoccupations — s'en trouve à merveille.

Il n'y a pas encore bien longtemps, nous pensions que nos malheurs et nos honteuses défaites les raméneraient un tant soit peu à la raison. Nous le croyions d'autant plus volontiers que presque tous avaient mis un empressement sans exemple à insérer en tête de leur journal une foule de promesses et de protestations magnifiques. Il nous semble les entendre encore : La Presse, disaient-ils, a de sévères et de grands devoirs à remplir. Il ne faut pas qu'il lui soit permis désormais de perdre de vue son programme ; instruire et moraliser. Telle doit être l'invariable devise de toute œuvre saine.

Ces professions de foi, dans lesquelles ils avaient soin de faire rimer de temps en temps *revanche* avec *régénération*, étaient toutes plus belles les unes que les autres. Toutefois, elles avaient un léger défaut auquel, nous l'avouons, nous n'avions point pris garde : c'est qu'elles étaient de simples réclames et qu'elles ressemblaient presque toutes aux boniments de ces charlatans qui montent sur leurs tréteaux

avec un manteau garni d'or pour débiter leur poudre.

Il est facile d'en voir la preuve aujourd'hui. On sait à quoi se résument les bonnes intentions de messieurs les fabricants de journaux. Notre naïveté et les circonstances aidant, nous les avions crus encore une fois; mais, décidément, nous trouvons que c'était leur faire beaucoup trop d'honneur, et que leur accorder dorénavant pour cinq liards de confiance serait imprudent. Ils nous ont montré la limite de leur courage et de leur franchise. Ils n'en sortiront jamais...

Effectivement, supposons qu'un journal à la mode, désireux de suivre la bonne voie, publie un feuilleton utile, intéressant et moral tout à la fois; qu'arrivera-t-il? Le public, qui n'est pas encore accoutumé à ce genre de nourriture, ne l'achètera pas. Voyant le nombre de ses abonnés diminuer, le directeur de cette feuille se dira :

Je suis en bon chemin, je voudrais y rester; malheureusement, mes lecteurs ne m'y suivent pas. Que faire? Développer en eux de bons sentiments, leur inculquer petit à petit le goût des belles choses et attendre patiemment que leur intelligence leur permette de mieux me comprendre? Sans doute. Je

le puis, je le dois même, car il y va de la régénération de mon pays et de ma dignité d'écrivain. Mais, pour cela, il me faudrait perdre tous les jours deux ou trois mille numéros. Or, ce sacrifice n'entre aucunement dans mes combinaisons. Il me faut absolument des abonnements. Les affaires avant tout! je ne connais que çà. Au lieu d'instruire mes lecteurs, je vais donc réveiller en eux les appétits les plus grossiers, les passions les plus ignobles, après quoi je les exploiterai comme par le passé.

Ainsi raisonnent et se conduisent la plupart de nos entrepreneurs de journaux, nous disons *la plupart*, par pure politesse.

Sous le rapport commercial, — ils ne se placent jamais qu'à ce point de vue, — ils sont très-rationnels. La concurrence est à redouter d'ailleurs, et ils doivent en prévenir les effets. Si, par exemple, *Paris-Journal* et *le Gaulois* publient une nouveauté abracadabrante, *le Petit Moniteur* et *la Petite Presse* voudront aussi avoir la leur, c'est évident; ils se mettront en quatre, afin de trouver un digne pendant de *Rocambole.* A son tour, *le Petit Journal* annoncera, à l'aide d'hiéroglyphes dont il possède seul le secret, un de ces grands romans à sensation où tous les person-

nages meurent assassinés ou empoisonnés. *Le Figaro* s'empressera de raconter une nouvelle palpitante d'intérêt, comme qui dirait une partie fine entre monsieur A. et madame B., lesquels sont morts depuis trois ans, — histoire de prouver qu'il est toujours aussi bien renseigné. *L'Ordre* décrira les principaux épisodes de la bataille de Sedan, ce qui est excessivement important; car le peuple français ne sait pas encore bien si le héros de Boulogne s'est fait rouler comme un paquet ou si seulement il a reçu une brossée honorable. *Le Pays* traduira en vers libres la fameuse *Histoire de César*, — pas celle du César en caoutchouc que nous connaissons. Le grave *Constitutionnel* publiera *les Amours d'un hippopotame et d'une cigale*, et ainsi des autres.

Nous ne pouvons dire si ces productions éminemment distinguées et civilisatrices faciliteront la marche de nos affaires; mais qu'importe! elles nous feront rire à gorge déployée. Voilà l'essentiel.

De telles récréations sont dignes de nous, et nous les méritons du reste. L'état brillant de notre politique, qui se traduit par près de 700,000 francs d'intérêt à solder chaque jour, sans compter les cinq milliards de nos contributions de guerre et la perte

de deux de nos meilleures provinces, nous permet grandement une pareille fantaisie.

Lorsqu'on s'est illustré, comme nous l'avons fait, pendant un an, aux yeux de l'Europe, on a bien le droit de rire et de se reposer sur ses lauriers. Nous sommes, sur ce point, tout à fait de l'avis de nos écrivains. Néanmoins, nous prendrons respectueusement la permission de leur soumettre cette humble observation, c'est qu'à force de rire nous pourrions bien en crever!

CHAPITRE V

> Les arts peuvent produire des effets tout contraires : cultivés, ils nous civilisent en adoucissant nos mœurs ; exploités, ils nous corrompent en portant notre âme vers le mal et en y faisant éclore de mauvaises passions.
>
> (***)

Ce que nous venons de dire au sujet des élucubrations de la Presse, nous pourrions le répéter à propos des extravagances que produisent la peinture, la musique et les arts en général. Nous sommes dans une décadence complète. Comment en serait-il autrement ? L'art ne saurait fleurir là où il n'y a plus d'idées, de sentiments ni de bon sens. Il serait facile de le prouver. Mais là n'est pas le but que nous nous sommes proposé en écrivant cette modeste critique. Si nous éprouvions le besoin de raconter l'histoire de l'art tel qu'on l'entend aujourd'hui, il nous faudrait peindre notre époque. Or,

malheureusement nous sommes encore plus inhabiles à manier le pinceau que la plume !

Nous ne devons nous occuper que de la musique, à cause de l'influence considérable qu'elle exerce sur nos mœurs. Cela nous permettra, du reste, d'aborder la question des théâtres, lesquels sont devenus l'objet d'une industrie fort à la mode et qui offre la plus grande connexité avec celle du journalisme.

On sait, en effet, que MM. les chefs d'entreprises théâtrales se trouvent en parfaite communion d'idées avec MM. les exploiteurs de la Presse. Nous ne leur en faisons pas un crime. A nos yeux, leur culpabilité n'est pas aussi grande qu'on le prétend. Ils ne sont que ce qu'on les oblige à être. S'ils nous exploitent, c'est qu'on veut bien le leur permettre ou tout au moins ne pas les en empêcher.

L'état pitoyable de nos théâtres ne témoigne pas énormément en leur faveur, il est vrai. Les débauches musicales qu'ils nous servent depuis une quinzaine d'années prouvent plutôt leur cupidité que leur amour de l'art, nous le savons. Mais si ceux qui sont chargés d'attaquer les abus, de combattre le mercantilisme, avaient le courage d'élever la voix contre un dévergondage qui, en somme, constitue un

véritable outrage à la morale et à la raison, il est non moins certain que la situation de nos théâtres s'améliorerait au lieu de s'aggraver chaque jour.

Ces messieurs ne partagent probablement point cette opinion. Quoiqu'il en soit, qu'ils nous permettent de leur adresser cette simple question : si les épiciers, les boulangers, les charcutiers et *tutti quanti* installaient un orchestre dans leur magasin pour attirer les pratiques, le souffririez-vous ? Nous aimons à penser le contraire. Malgré toute la joie que ces commerçants et leurs chalands éprouveraient à servir et à être servis en musique, vous demanderiez immédiatement au gouvernement la suppression de ces nouveaux bastringues et vous seriez écoutés.

Pourquoi endurez-vous alors qu'il soit permis à des charlatans de s'établir dans le premier théâtre venu et d'y étaler les grâces de leur sérail sous le prétexte de nous faire entendre de la musique intéressante ? En quoi ces entremetteurs de marchés honteux favorisent-ils le progrès de l'art ? Quelle heureuse influence les jambes et les épaules de leurs séduisantes pensionnaires peuvent-elles exercer sur l'avenir de la littérature ?

Pourquoi permettez-vous aux maîtres de café d'é-

couler leurs drogues au son du piano? Croyez-vous que cette nouvelle exploitation, née du libertinage et des mœurs avilissantes de l'empire, contribuera beaucoup à nous amener cette « revanche éclatante, glorieuse et prochaine, » dont vous parlez à chaque instant dans vos colonnes? Vous auriez tort. D'abord, elle est immorale; tout le monde sait que les cafés et les brasseries qui en vivent ne sont que des lieux de prostitution. Ensuite, elle est on ne peut plus nuisible à l'art; ces tabagies attirent tous les soirs une foule d'ignorants, de badauds, que de vrais théâtres pourraient instruire au même prix et en les amusant tout autant. Enfin, elle est inutile.

Parce que quelques désœuvrés éprouvent la nécessité d'avaler leur mazagran avec accompagnement de piano ou de clarinette, ce n'est pas un motif pour que cette mode se propage ni pour que nous en subissions les conséquences.

Le fait est qu'aujourd'hui il est pour ainsi dire impossible d'entrer dans un estaminet de la Rive gauche sans entendre un gueulard hurler la romance en vogue ou un farceur débiter des obscénités.

Certes, nous ne sommes point l'ennemi du chant, au contraire, nous l'aimons infiniment. La chanson

ne nous déplaît pas davantage, et, si les coureurs de brasseries qui s'adonnent à ce genre d'exercice empruntaient leurs succès à des œuvres sensées, spirituelles, légères si l'on veut mais décentes et de bon goût avant tout, ils nous divertiraient beaucoup. Cependant ne faudrait-il pas être forcé de les entendre quand on va au café pour lire le journal. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. Leur répertoire n'est qu'un amas d'ordures.

Que le tempérament de messieurs les marchands de limonade s'accommode à merveille de ce genre de nourriture, on le conçoit. Que messieurs les avaleurs de choppes préfèrent la musique à douze sous la canette à celle de nos grands maîtres, rien de plus naturel. Mais alors qu'ils aillent dans nos cafés-concerts ou dans nos théâtres de fantaisie. Le nombre de ces boîtes à musique n'est pas si restreint qu'il ne puisse suffire à la dépravation générale. On en voit partout, et l'on peut s'y abrutir aussi bien qu'ailleurs.

Quelques critiques consciencieux, — on en voit encore ! — ne cessent de répéter : les arts marchent à leur ruine ; la musique même, l'art le plus populaire de tous, est devenu, dans les mains de ceux

qui le cultivent et qui l'exploitent, un véritable moyen de corruption. Qu'on y prenne garde!..... Mais c'est comme s'ils prêchaient dans le désert, au lieu de mêler sa voix à la leur, la Presse se renferme, selon sa coutume, dans un silence majestueux.

Nos théâtres croupissent dans les blagues et les parodies débraillées, et elle nomme cela du progrès. Nos mœurs obligent nos fils à aller au théâtre censément pour se former le goût et l'esprit, et elle s'étonne de les entendre parler l'*argot*. La mode exige que nos filles apprennent à chanter et à jouer du piano avec des professeurs de clarinette, et elle se plaint de ce que l'enseignement musical soit délaissé. Nous sommes en plein dans la débauche, et elle en est encore à se demander pourquoi?

En revanche, elle trouvera cette mode et ces mœurs charmantes. Bien mieux, elle les encouragera. Elle courra applaudir les bouffonneries éhontées d'Hervé, d'Offenbach et consorts. Loin de protester par son silence contre ces originalités malsaines, elle s'empressera d'en rendre compte, dans le but de paraître bien informée et d'augmenter le nombre de ses abonnés. Soyez tranquilles! elle ne se compromettra

pas dans ses appréciations. Elle aura cependant le courage d'avancer que la pièce de M. un tel a un immense succès de torses et de mollets, et elle imprimera en gros caractères le nom des torses et des mollets. Elle dira que la robe portée par mademoiselle Cascadine et confectionnée par la couturière de la princesse de Metternich a coûté 1,739 francs et 14 centimes. Poussant enfin l'information jusqu'à la dernière limite, elle nous apprendra que la parure de madame X... est un cadeau du baron Cocostiskoff.

Elle appelle cela « instruire et moraliser ! »

Sur qui faire retomber la responsabilité de pareils scandales ? Est-ce sur ces messieurs de la Presse ? Nous n'y sommes pour rien, s'écrient-ils ; ce n'est pas nous qui fabriquons les pièces. Est-ce sur les faiseurs ? Nous ne travaillons que d'après les ordres des directeurs, disent-ils ; ce n'est pas notre faute s'ils nous commandent de la pacotille. Est-ce sur les directeurs ? Cela ne nous regarde pas, répondent-ils ; nous livrons la marchandise que le public demande et achète. Nous n'obéissons qu'à une charitable pensée : consulter ses goûts et contenter ses appétits.

Des larrons en foire ne s'entendraient pas mieux!

Faut-il en induire que le public soit absolument innocent? Nous ne lui rendrons pas ce mauvais service. Les Français, nous le savons, ont le caractère léger, l'humeur joyeuse. Nous n'ignorons pas non plus que, sous l'empire, sa gaîté est sortie de ses limites naturelles pour prendre des proportions voisines de la démence. Cependant, on peut être à peu près sûr d'un fait, c'est que si la maison Offenbach et Cie n'avait pas inauguré effrontément son commerce d'insanités musicales, personne ne l'en aurait priée. D'autres auteurs, objectera-t-on, auraient pu créer le même genre!

Sans contredit, dans ce cas, c'était à nos journalistes de remplir leurs devoirs. Pour nous, il est bien établi que si la Presse, au lieu d'encourager de semblables incongruités, de les annoncer à coups de grosse caisse, les avait tournées en dérision, conspuées dès leur apparition, les chefs-d'œuvre de nos faiseurs à la mode seraient tombés exactement comme est tombé le *Tannhauser*. A cette heure, nos auteurs ne seraient pas réduits à chercher des moyens d'existence dans des productions ordurières, et nos directeurs de théâtre ne se verraient pas for-

cés de leur en commander comme on commande une paire de bottes.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le libertinage effréné qui a plongé les esprits dans un pareil avilissement remonte à l'empire. Les gens qui composaient cet honnête gouvernement avaient d'excellents motifs pour exciter à la prostitution intellectuelle. L'exploitation était leur but, la corruption en était le moyen. De leur temps, cette politique, aussi ingénieuse que distinguée, pouvait offrir de précieux avantages; mais aujourd'hui, Dieu merci! nous ne vivons plus sous le régime impérial.

Le temps des folies hébétées est passé!

Nous ne devons plus, comme les sybarites de l'empire, sentir la nécessité de prendre notre café et de lire le journal au son de la musique. Nous n'avons plus besoin que des coureuses de trottoirs, déguisées en Espagnoles, en Suissesses ou en Circassiennes, viennent exposer leurs appas dans les brasseries et nous y caresser le menton, sous le prétexte de nous y servir de la tisane de houblon. Il ne nous faut plus des œuvres érotiques d'Hervé pour éprouver un instant de volupté ni des facéties de ses associés pour nous amuser.

Faites-nous rire; servez-nous des nouveautés, des originalités, même des farces, si vous le voulez; nous ne demandons pas mieux. Mais soyez farceurs comme Molière, prenez ce déguisement pour plaire au public qui n'a pas encore assez entendu de bonnes choses pour en avoir le goût. Instruisez-nous en nous divertissant. Prenez un vice, un abus quelconque, et combattez-le à l'aide de la satire et de l'ironie; faites enfin que de vos pièces nous puissions toujours retirer un enseignement sain et utile; mais ne nous traitez plus comme les vieux goutteux, les impuissants et les ramollis du 2 décembre.

Encore une fois, nous n'avons pas besoin qu'on nous mette des orties sous les fesses!

CHAPITRE VI

> S'il est bien de fonder une république, il est mieux de la rendre féconde et de nous donner des mœurs qui nous apprennent à la cultiver. On n'y récoltera que ce que l'on y aura semé.... O moralistes, qui êtes chargés de ce soin, ne vous étonnez donc pas d'y trouver aujourd'hui des ronces et des chardons !
>
> (***)

Le hasard nous avait mené dernièrement chez une couturière dont l'enfant aîné venait d'être atteint d'une fièvre cérébrale. Le malheureux souffrait horriblement. Père, mère, frères, sœurs et ouvrières, tout le monde était profondément affligé. Sur ce point, le sentiment était général ; mais, quant au choix du docteur à consulter, personne n'était du même avis.

— Il ne faut cependant pas perdre son temps à répéter chaque jour la même chose, s'écriait la mère

éplorée; on ne peut laisser cet enfant sans médecin...

— Si nous prenions celui qui demeure dans notre maison ? disait l'un des enfants.

— Un légitimiste! exclamait le père.

— Qu'importent ses opinions, répondait sa femme, s'il a du talent.

— L'ami du propriétaire, plus souvent! Moi, je propose l'ex-chirurgien de mon bataillon. Il est au moins honnête, celui-là...

— Un homme qui a servi la Commune! eh bien, merci!

— Raison de plus! reprenait le mari.

— Je n'en veux pas, répliquait l'épouse. J'aimerais encore mieux celui qui m'a soignée l'année dernière.

— Un bonapartiste, fi donc!

Ainsi se comporte cette bonne Presse à notre égard.

Depuis longtemps, le peuple français est malade; son état est presque désespéré, même au dire des docteurs Tant-Mieux, et nos journalistes sont en train de se demander à quel médecin il serait séant de confier sa guérison! Ils font des phrases, des dis-

cours, des harangues ! Pendant ce temps, le peuple souffre, se meurt dans l'agonie; mais ils s'en inquiètent un peu comme de leurs opinions ! Ils s'occupent de chercher un charlatan qui ne soit pas trop blagueur ni trop cher. Sera-ce un noir, un métis, un quarteron, un blanc, un rouge, un bleu ? Voilà la grande question. Quant au peuple, nous le répétons, c'est le cadet de leurs soucis : il importe peu de le sauver. Ils songent avant tout à eux, à leur parti et à le faire triompher.

C'est toujours l'éternelle et ridicule mascarade des blancs, des bleus et des rouges !

Il nous serait agréable de démontrer aux paillasses, aux débardeurs et aux arlequins de la Presse que le carnaval ne se compose pas de trois cent-soixante-cinq jours; mais, comme leur aveuglement systématique ne touche simplement que leur dignité, et qu'ils en font si peu de cas à présent, nous ne perdrons pas notre temps à les désabuser.

Ce qu'il est bon, par contre, de mettre toujours en relief, c'est leur lâcheté sans exemple. Ils sont libres d'avoir un parti; on ne leur conteste pas le droit de défendre un drapeau, de le déshonorer ni d'exécuter à l'ombre de ce chiffon les cabrioles bur-

lesques qui doivent faire pleuvoir les gros sous dans leur caisse; mais, s'ils n'aiment pas telle ou telle couleur, si, par exemple, le rouge les aveugle et les effraie, pourquoi feignent-ils d'en être les partisans?

Ainsi, le 4 septembre, qui les obligeait à se dire républicains? Qui les y force encore maintenant? Et pourtant, à les entendre, ils le sont tous plus les uns que les autres. « La république est le seul gouvernement qui puisse sauver la France! »

Républicains, *le Constitutionnel*, *les Débats*, *le Figaro*, *le Gaulois*, *le Journal de Paris*, *le Moniteur universel*, *Paris-Journal*, *le Pays*, *le Soir*, *le Temps!*

Républicaines, *la France*, *la Gazette des Étrangers*, *la Gazette de France*, *la Liberté*, *l'Opinion nationale*, *la Patrie*, *la Presse*, *l'Union!*

Républicains, tous ces donneurs d'eau bénite qui jusqu'ici n'ont fait qu'un seul effort, celui d'envoyer à la Chambre des députés monarchistes!

Légitimistes, orléanistes, impérialistes et capitulards, ils se disent tous républicains!

On dirait vraiment qu'ils rougissent d'avouer leur antipathie pour la République. On serait presque tenté de s'arrêter à cette idée; mais, pour cela, il faudrait croire à leur pudeur, ce qui n'est guère fa-

cile. On doit donc chercher ailleurs la vérité, et la voici : c'est que, quand ils montent sur les tréteaux, ils se préoccupent beaucoup moins des intérêts du public que de savoir si leurs boniments et leurs arlequinades lui plairont. Ils ne le guident pas, ils ne font qu'en traduire le sentiment, — ce qui, soit dit en passant, n'a pas le sens commun.

Car il est aussi absurde d'écouter l'opinion d'un public ignorant et à moitié abruti que de prendre en considération l'avis d'un échappé de Bicêtre. On a pu en voir la preuve sous la Commune. Qu'est-ce que la Commune ? La manifestation la plus flagrante de ce que des écrivains peuvent produire sur des masses mal éclairées et qui aiment à être caressées.

Leur point de vue est donc absolument faux. Il n'en est pas moins vrai que ce principe existe et qu'il sert de base à leurs combinaisons et à leur courageuse politique.

La France, disent-ils, est loin d'être républicaine. Cependant, on ne peut le nier, dans les grands centres, dans les petites villes, même dans les campagnes où l'instruction est un peu répandue, la République, malgré toutes les calomnies dont nous n'avons cessé de la couvrir, a de très-nombreux

partisans. On commence à comprendre qu'il vaut mieux conduire ses affaires soi-même que d'en laisser le soin à des étrangers. Détestable politique! il est vrai, mais elle tend à se propager et les esprits élevés, vraiment libéraux, la soutiennent. Voilà ce qu'il y a de certain. Or, sauf de rares exceptions, nous sommes beaucoup plus lus par les hommes instruits que par ceux qui ne le sont pas ; et, du jour où nous cesserons de nous dire républicains, de flatter leurs sentiments, ils cesseront d'acheter notre journal. Il est donc prudent de laisser encore notre cocarde dans notre poche et de ne l'en retirer qu'au bon moment.

En apparence, ils reconnaissent le gouvernement actuel, ce qui est d'une sage politique. En réalité, ils font ce qu'ils peuvent pour le décrier et le couler dans l'opinion de leurs lecteurs. Ils sèment la haine, ils excitent à la discorde, ils poussent à la division, à la guerre civile, et, après cela, ils viennent nous dire que la France éprouve la plus vive aversion pour les institutions républicaines, qu'elle ne s'en accommodera jamais! Mais ils oublient toujours de nous dire en même temps que, cette aversion, ils la font naître partout et la prêchent sans cesse!

Que n'ont-ils pas dit, avant, pendant et après la Commune, pour terroriser les campagnes et leur représenter la République comme un gouvernement indigne, ridicule, impossible ?

« Paris n'existait plus !.... Lyon était en feu !.. Marseille gisait dans les décombres !... Toulouse était exploitée par une bande de pillards et d'assassins !... Bordeaux tombait en ruines !... Nantes, le Hâvre, Lille, Nancy, Dijon, Besançon, Tours, Saint-Étienne étaient en pleine anarchie ! »

Dites-nous, à la vue de ces exagérations sans nombre, de ces mensonges et de ces saletés inventées à plaisir, comment vouliez-vous qu'on se prît d'une sainte amitié pour la République ? Quel était et quel est votre but si ce n'est de la tuer ?

Ne venez donc pas nous rabâcher que l'on ne veut plus de la République. Vous mentez impudemment. On en a vu la preuve dans les derniers Conseils généraux où presque tous les candidats royalistes et impérialistes surtout ont subi un échec aussi brillant qu'imprévu. Avouez plutôt que vous la craignez et que vous n'en voulez plus....

Il n'y a pas de déshonneur à cela.

Nous comprenons fort bien du reste que la Répu-

blique française ne vous inspire pas de vives sympathies. Ses précédents témoignent médiocrement en sa faveur. Si vous vous êtes efforcés de la déconsidérer, de la diffamer, il faut avouer aussi qu'elle n'a rien fait de son côté qui pût nous animer d'une violente passion pour elle. Cependant, la plupart des gens honnêtes, lettrés mais non ambitieux, les ouvriers éclairés, tout les esprits sincèrement libéraux l'aiment plus ou moins. Ils s'y intéressent; tout en déplorant ses folies, ses débauches, ses crimes, ils lui reconnaissent des qualités, des principes qui, s'ils n'étaient arrêtés dans leur essor par la peur ou par d'absurdes préjugés, pourraient amener de précieux résultats.

Doit-on pour cela n'en espérer que des bienfaits? Nous ne nous berçons point de cette illusion. La République peut relever notre régénération comme elle peut hâter notre décadence. Mais, tout étant examiné, il est encore plus prudent de lui donner nos préférences que d'accorder nos faveurs à un gouvernement duquel on ne peut raisonnablement rien attendre si ce n'est du mal.

Tout autre régime, si honnête qu'il puisse être en principe, est fatalement forcé de devenir absolu;

quelque libérales que soient ses intentions, il finira toujours par nous ramener les abus, les priviléges et toutes ces exploitations monstrueuses qui engendrent les convulsions sociales.

Vous pouvez ne point partager cette opinion ; nous ne vous en blâmons pas. Au lieu de songer à établir un gouvernement stable, de tenter un suprême effort pour nous régénérer et reconquérir notre honneur, il vous est permis de sacrifier l'avenir à quelques années de plaisir et de demander au premier venu un instant de tranquillité factice afin de pouvoir jouir de votre reste. Mais où nous vous condamnons, c'est quand vous prenez le masque de l'hypocrisie pour essayer de persuader aux peureux, aux badauds et aux ignorants qui forment les trois quarts de notre population qu'il n'y a ni paix à espérer ni argent à gagner sous une République.

Par ces manœuvres, vous chatouillez la fibre de nos capitalistes, vous faites vibrer la corde sensible de nos campagnards, vous songez beaucoup à vos intérêts mais, souffrez qu'on vous le dise, ô dignes apôtres ! Vous oubliez un peu vos devoirs. Il ne s'agit pas ici de philosopher, d'ergoter ni de faire des

phrases. La République est-elle oui ou non, ou plutôt peut-elle devenir le gouvernement le plus honnête, le plus libéral et le plus économique? Telle est la question. Pour la résoudre, il suffit de consulter le sentiment des populations éclairées. Or, nous venons de le dire, leurs opinions, c'est que de la République, seule, peut sortir notre régénération. Vous devriez donc tâcher de vous y faire et non y semer la division.

Voilà ce dont on ne vous accusera jamais assez.

Lors des dernières élections vous avez expressément recommandé à vos lecteurs d'envoyer à la Chambre des royalistes et des impérialistes pour représenter la France. Vous avez reproché au ministère d'être trop libéral. Vous avez taxé M. Thiers de révolutionnaire et avez tout fait, auprès de l'Assemblée nationale, afin de provoquer sa disgrâce.

Aujourd'hui que voulez-vous? Une République sans républicains!

Voilà la vérité.

Si c'est là votre désir, dites-le nous... Avouez que vous préférez une monarchie, que vous voulez une

nouvelle révolution ; mais, encore une fois, dites-le nous...

Nous saurons alors à quoi nous en tenir et nous aurons au moins le temps d'envoyer en Suisse ou en Belgique nos femmes et nos enfants.

CHAPITRE VII

> L'impartialité absolue consiste à appeler un chat un *chat* — et un drôle un *drôle* à quelque parti qu'il appartienne.
> (***)

Avez-vous déjà vu les singes du Jardin des Plantes, lorsqu'ils peuvent profiter d'une maladresse de leurs surveillants pour prendre un instant la clef des champs ?... La plus folle gaîté préside à leurs ébats. Les uns vont se poster devant la cellule du lion et s'en moquent en lui faisant des pieds de nez; d'autres, non moins bien avisés, s'installent devant la cage du tigre et s'en gaussent en se livrant aux incongruités les plus licencieuses.

Ces scènes grotesques qu'il nous souvient d'avoir vues autrefois reproduisent assez bien les pantomimes et les exercices acrobatiques que nos journa-

listes sont en train d'exécuter devant nos Conseils de guerre.

Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont en ce moment sous les verroux, à Versailles; on les envoie en prison, en exil; on les fusille, et, pendant ce temps, les ouistitis de la Presse jugent spirituel de s'amuser à les railler, à les tourner en ridicule. Ils ne trouvent rien de plus utile ni de plus comique.

Voici tantôt quatre mois que ces Conseils de guerre sont en fonction et, depuis ce moment, les chimpanzés de la Presse y courent avec autant d'empressement que s'ils allaient à une première représentation. Leur curiosité ne diminue point. Ils ne manquent pas une seule séance.

Chaque jour amène une nouvelle condamnation, et chaque jour les orangs-outangs de la Presse trouvent le moyen de faire quelque calembour à ce sujet et d'en rire comme des bossus.

Et, à vrai dire, ces accès d'hilarité foudroyante ont bien leur raison d'être!

Quoi de plus drôle en effet que de plaisanter un homme condamné à être passé par les armes ou à aller en Nouvelle-Calédonie user le reste de ses jours

à parler socialisme avec les sauvages? C'est presque aussi désopilant que de railler un homme qui va porter sa tête sur l'échafaud. En vérité, il y a de quoi se tordre! Aussi comprenons-nous très-bien la sympathie de nos journalistes et de leurs lecteurs pour ce genre de divertissement, et la nécessité qu'il y a pour leur cerveau altéré de volupté d'y puiser quotidiennement d'agréables jouissances.

Cet engouement fait du reste le plus grand honneur à notre intelligente génération. Nous regrettons toutefois que nos faiseurs en renom n'aient pas songé à en tirer parti; ils y auraient trouvé une riche mine de succès. Des affiches annonçant, par exemple, *Un Conseil de guerre à Versailles*, opéra-bouffe en trois actes et huit tableaux, eussent produit un effet magique! Dans l'intérêt de l'art, il est réellement déplorable que cette idée n'ait pas germé dans l'esprit fertile de nos pitres à la mode; la littérature moderne se serait certainement enrichie d'un nouveau chef-d'œuvre.

Nos rédacteurs en chef, qui ne reculent jamais devant aucun sacrifice lorsqu'il s'agit d'exploiter leur public, ont été beaucoup plus roués; ils se sont dit : ah! nos lecteurs aiment le poivre! eh bien,

nous allons leur en servir!... Et ils ont rempli les deux tiers et demi de leur journal avec les séances des Conseils de guerre de Versailles. Ils ne se sont point contentés de nous donner le portrait des accusés, — ce qui était déjà très-intéressant au point de vue littéraire! — ni de nous dire que celui-ci avait la bouche de travers et le nez en pied de marmite; que celui-là était dodu comme un Prussien qui revient de Normandie, ni de nous apprendre que tel autre portait une chemise en coton, laquelle avait été payée sept francs treize sous à *la Belle Jardinière*... Ils ne pouvaient rester en si beau chemin, comme on pense bien. Ce n'était point assez de mépriser et de plaisanter des hommes sans défense, il fallait encore les insulter.

C'est ainsi que la Presse espère « instruire et moraliser » le peuple français! Nous n'avons pas la prétention de savoir si de brillants succès couronneront ses nobles efforts. Un fait dont nous sommes, en revanche, à peu près sûrs, c'est que si sa conduite et ses propos écœurants, à l'égard des Communeux, ont laissé une douce impression dans l'esprit de nos bons vieux réactionnaires, elles ont causé presque autant d'effet sur les hommes de

sens que des flèches empoisonnées sur du granit.

Quant à nous, nous ne craignons pas de l'avouer, si nous étions forcé de choisir entre les honnêtes charlatans qui s'enrichissent chaque jour en nous empoisonnant lâchement et les vils gredins qui ont voulu s'enrichir pendant trois mois au risque de leur vie et de leur liberté, nous préférerions immédiatement ces derniers; non pas que nous professions pour eux tous une profonde estime; là, certes n'est pas notre sentiment à leur endroit! La plupart sont de grands criminels, nous ne l'ignorons point; mais quand nous les comparons aux chenapans qui composent la majeure partie de la presse, aux chevaliers d'industrie qui, de peur de compromettre leur tranquillité et l'avenir de leur journal, ont toléré les scandales de l'empire sans souffler mot, à tous ces hommes sans foi ni principes qui nous empuantissent matin et soir, nous trouvons ceux-ci bien autrement criminels.

Ils ont fait beaucoup plus de mal, avec leur bassesse et leur vénalité, que les grands prêtres de la Voyoucratie avec leurs utopies et leurs doctrines idiotes. Si, au lieu de nous conter les amours d'une cocotte et de nous apprendre que mademoiselle X...

éprouve le besoin de faire sa toilette quinze fois par jour, ils avaient essayé de développer l'instruction des masses et de leur montrer le moyen de résoudre elles-mêmes les grandes questions sociales, on verrait un peu moins d'*ignardise* et beaucoup plus de bon sens. Les habitants des campagnes comprendraient maintenant que le mot *république* ne signifie pas anarchie. Les habitants des villes sauraient également que le socialisme n'a point pour but de nous enseigner à nous voler les uns les autres, mais de nous apprendre à nous aimer mutuellement, à être tous égaux devant l'intelligence, devant le travail, à unir les peuples et à les éclairer en leur inspirant le sentiment du devoir, l'esprit de fraternité, de dévoûment, l'amour du travail et de la liberté.

Les orgies et les crimes de la Commune, nous l'avons dit, n'ont été amenés que par l'ignorance, la cupidité et la vengeance; et, si la Presse avait semé d'autres idées dans les esprits, elle n'en serait pas réduite aujourd'hui à rire des exploits de « MM. les Communards » ou à verser sur eux des larmes de crocodile. Or, elle ne l'a pas fait; elle a mieux aimé nous donner l'exemple de son égoïsme, propager l'a-

mour du luxe, du dévergondage; elle a préféré son bien-être à l'éducation de ses lecteurs; en un mot, elle a empesté la France. C'est donc en elle qu'il faut voir l'origine de tous nos désastres.

Elle n'avait que de coupables motifs pour nous saturer de sa prose *gangrenante*. Il est vrai que les raisons qui ont poussé les Communeux à nous inonder de pétrole étaient tout aussi mauvaises; mais au moins leur furie et leur aveuglement étaient les conséquences d'une folie, laquelle avait eu pour cause première la revendication d'un droit légitime. Quelles étaient leurs prétentions? Ils voulaient, pour Paris, les franchises municipales dont jouit la dernière des paroisses, le plus misérable des villages. Était-ce une réclamation exagérée? Le gouvernement a-t-il bien fait de la leur contester? A-t-il raison d'accorder des priviléges aux campagnes, c'est-à-dire à l'ignorance, et de les refuser aux villes, c'est-à-dire à l'intelligence? Là n'est pas la question. Nous laissons de côté toute considération politique, toute appréciation de principes; nous émettrons seulement cet humble avis, c'est qu'il aurait mieux valu leur concéder une partie de ce qu'ils demandaient et les satisfaire un peu que de les mécontenter tout



à fait. Dans la situation où nous nous trouvions alors, c'eût été plus prudent.

Paris venait de subir un choc épouvantable. De ce choc avaient jailli des torrents de haine et de jalousie. Les Parisiens étaient en proie à une sombre fureur; ils avaient été forcés d'endurer un siége de six mois, lequel, comme l'on sait, n'a servi qu'à enrichir les épiciers et les marchands de comestibles. L'hiver avait été rude, et le bois manquait, tandis que MM. les chefs de bureaux des ministères le gaspillaient à qui mieux mieux. On les avait laissés payer deux francs cinquante une livre de sucre qui n'avait pas coûté quinze sous. Ils avaient voulu se défendre, et on ne le leur avait point permis; quand un général leur disait d'avancer d'un pas, un autre leur ordonnait d'en faire deux en arrière. Enfin, le gouvernement de la défense nationale leur avait promis qu'il résisterait « jusqu'à la mort, » et, pour le bouquet, le gouvernement avait capitulé !

On en conviendra, il n'y avait rien là qui fût de nature à communiquer une grande confiance ni un vif enthousiasme. Le gouvernement, objectera-t-on, ne pouvait plus rien faire : il était à bout de res-

sources... Nous ignorons, nous voulons ignorer, si réellement ses arsenaux et ses manutentions étaient vides; nous tenons simplement à établir ce point capital : c'est que, pendant six mois, le gouvernement de la défense nationale a persuadé aux Parisiens qu'ils seraient débloqués avant d'être réduits à manger des souris et des rats; c'est que durant six mois il les a bercés des mêmes promesses, des mêmes chimères, et qu'enfin il a attendu jusqu'à la dernière extrémité, jusqu'au dernier moment, pour venir leur dire : « Chers citoyens, nous sommes désolés, mais tout ce que nous vous racontons depuis six mois est de la blague : nous n'avons ni vivres ni munitions; il ne nous reste plus qu'à nous rendre! »

Tout cela, il faut bien l'avouer, n'était guère fait pour soulever des flots de reconnaissance et de gaîté dans le cœur des Parisiens. Était-ce un prétexte dont ils pûssent s'autoriser pour plonger des milliers de familles dans le deuil et la misère? Non, certes! Nous ne voulons aucunement entreprendre l'apologie de la Commune; ses horreurs et ses forfaits sont inexcusables; mais nous devons en montrer la véritable cause, et nous estimons que les

hommes qui l'ont fait naître sont infiniment plus criminels que ceux qui ont voulu en exploiter l'effet au profit de leurs passions.

Nous comprenons qu'une personne honnête témoigne peu d'estime à une crapule, la poursuive de son mépris, lui crache même au visage. Par contre, nous trouvons étrangement bouffon que les crocheteurs de la Presse viennent donner à la Commune un concert d'injures et chercher à la noyer dans leur bave infecte. Ils nous ont l'air d'un voleur en frac qui voudrait prêcher un filou en blouse.

Que des baladins viennent du haut de leurs tréteaux nous parler de la dignité de l'art théâtral, nous n'avons rien à dire, — l'ignorance les excuse. Mais que MM. nos journalistes se permettent d'élever la voix au nom de leurs principes, de la dignité des lettres, voilà ce qui nous semble de plus en plus grotesque! Et, dès que nous les voyons reprocher à la Commune d'avoir incendié nos palais, d'avoir frappé des innocents, écrire que ses soldats étaient forcés de s'enivrer pour se battre et dire que « Flourens était un lâche, Jourde un comptable en disponibilité, Varlin un relieur sans intelligence, Déles-

cluze une canaille, Dombrowski un aventurier dans la *dèche*, Vermorel un écrivain sans talent, Lullier un marin sans boussole, Millière un pauvre hère, Rochefort un pamphlétaire sans esprit, » nous ne pouvons nous abstenir de hausser les épaules et de leur jeter à la face :

Oui, la Commune a brûlé nos musées, nos bibliothèques ; mais vous l'avez dépassée de cent coudées, ô hommes candides ! Vous avez corrompu la France et ne songez maintenant qu'à l'incendier d'un bout à l'autre en y promenant la torche de la guerre civile.

Oui, elle a commis d'horribles assassinats ; mais ses crimes ont certainement produit des résultats mille fois moins funestes que vos orgies et vos scandales, ô écrivains qui vous dites purs ! Les têtes que, par votre ineptie, vous avez fait tomber se comptent par milliers et vous ne cherchez en ce moment qu'à faire de nous de viles bêtes de somme.

Oui, ses partisans étaient ivres lorsqu'ils allaient sur le champ de bataille ; mais vous n'avez même pas eu cette lâcheté, ô hommes courageux ! Et si, à l'instant même, vingt ou trente misérables descen-

daient dans la rue, vous seriez les premiers à prendre vos jambes à votre cou.

Oui, les hommes de la Commune n'étaient que des fous et des sauteurs; mais vous, paillasses et histrions infimes qui vous croyez sages! De quel droit venez-vous les injurier? Est-ce encore au nom de votre dignité? Si vous en avez, tirez-la donc du fumier qui la recouvre et, pour Dieu! faites la voir.

Oui, Rochefort n'était qu'un maigre polisson. Comme ses bons petits confrères, nous répéterons même que « son style et son élégante gouaillerie devenaient monotones, que son esprit était absolument artificiel, qu'il le devait uniquement à Cham », en un mot, que l'auteur de la *Lanterne* était les trois-quarts et demi d'un imbécile. Mais vous aurez beau salir vos feuilles de papier avec vos étincelantes turpitudes, ô hommes ruisselants d'esprit! Vous n'empêcherez pas les gens impartiaux de trouver qu'il y a dans l'âme de Rochefort de quoi faire douze douzaines des vôtres et des moins mauvais. Ses œuvres sont des titres que votre écume et vos crachats n'effaceront jamais. Pour les apprécier en bloc, il suffit de les peser avec les vôtres dans les plateaux

d'une balance. D'un côté, nous voyons le RENVERSEMENT DE L'EMPIRE ; de l'autre, la CORRUPTION, la HONTE et la LACHETÉ.

Pesez vous-mêmes, ô censeurs purs et sans mélange !

CHAPITRE VIII

> On parle tous les jours de réorganiser l'armée : on doit d'abord songer à la moraliser et, pour atteindre ce but, il faut commencer par refaire les mœurs de la nation.
>
> (***)

L'armée et sa réorganisation! Tel est le titre du morceau pris en affection depuis quelque temps par les premiers solistes de la Presse. Ils nous l'exécutent chaque jour — et sur tous les tons. Cette nouveauté est remplie d'intérêt, d'actualité, et ils ne sauraient trop la populariser. Seulement pourquoi se plaisent-ils à la noyer dans un déluge de vocalises et d'ornements de mauvais goût! Les roulades n'ont rien à faire ici. Nous ne sommes pas dans le domaine de la fantaisie.

Ce morceau se résume ainsi :

1° La conscription doit-elle oui ou non être abolie!

2° Les armées permanentes, d'après les services

qu'elles ont rendus au pays jusqu'à présent, nous donnent-elles le droit de les préférer à une armée nationale !

3° Le système suisse ou allemand, mais plus étendu, moins privilégié, ne serait-il pas préférable, plus juste, plus conforme aux idées républicaines ?

4° Voulons-nous toujours nous astreindre à avoir besoin de soldats pour garder nos frontières, ou voulons-nous enfin avoir le courage de défendre notre patrie nous-mêmes !

Le thème en est bien simple, comme l'on voit. Il ne prête nullement aux variations de fantaisie. Nos coryphées littéraires doivent donc l'exécuter simplement tel qu'il est écrit, sauf à y ajouter plus tard quelques notes d'agrément, à nous dire, par exemple, que l'on va raccourcir d'un centimètre la tunique de l'infanterie, modifier les gibernes ou remplacer les plumets par des pompons. Ces fioritures sont parfaitement inutiles pour le quart d'heure. Nos virtuoses devraient le comprendre. Malheureusement leur bon sens et l'acuité de leur intelligence ne leur permettent point de s'arrêter à la simplicité. Ils veulent des difficultés, et, comme Guzman d'Alfarache, ils ne connaissent pas d'obstacles.

Ils aiment mieux s'évertuer à nous démontrer l'inutilité des épaulettes, des dragonnes, la nécessité de transformer les shakos, d'augmenter ou de diminuer les boutons de guêtre. Ces importantes questions méritent seules leur attention, et lorsqu'ils ont noirci dix feuilles de papier pour nous annoncer avec fracas que les bases du projet de grande réorganisation militaire qui doit être soumis aux délibérations de l'Assemblée viennent d'être enfin arrêtées, ils ont la conviction d'avoir bien mérité de l'armée.

Les officiers généraux de l'armée de terre, nous disaient-ils dernièrement, ont été consultés, en vertu d'une circulaire du ministre de la guerre, sur un certain nombre de points que soulève l'importante question de la réorganisation de l'armée. On possède donc maintenant tous les éléments et tous les documents relatifs à la solution pratique de la question.

A un point de vue, nous avons été assez content d'apprendre cette nouvelle. Mais où était la nécessité pour nos virtuoses militaires de causer pendant deux cents lignes pour l'annoncer et nous en faire admirer les merveilleuses dispositions. D'abord,

sur quoi reposent les projets adoptés jusqu'ici ? Sur le principe d'une armée active combinée avec l'organisation d'une immense réserve, laquelle prendra comme autrefois la dénomination de garde mobile.

En vérité, y a-t-il bien de quoi se réjouir de ces combinaisons, et devons-nous en attendre non pas des mesures sérieuses, — ceci est infiniment probable, — mais des réformes qui satisferont les exigences de l'opinion et surtout les pères de famille qui, pendant la guerre n'auront pas le moyen d'envoyer leur fils se garer des obus dans les intendances, dans nos ministères, aux ambulances, dans les bureaux télégraphiques ou ailleurs, ainsi que cela s'est vu l'année dernière ? Nous ne le croyons point, — et pour des raisons précisément contraires à celles de la Presse. Son opinion, à elle, c'est qu'une commission composée exclusivement d'officiers généraux, c'est-à-dire d'hommes imbus d'idées routinières, peut reconstituer notre armée sur des bases solides et offrant la même équité pour toutes les classes de la société. Ce n'est pas notre avis. Nous ne mettons point en doute l'aptitude de ces généraux ; mais nous les avons vus à l'œuvre durant la guerre de 1870, pendant le siége de Paris ; nous

connaissons leurs opinions, leurs préjugés, leur capacité surtout; nous savons qu'ils ne veulent point de l'abolition de la conscription — ce qui pourtant devrait nous contenter tous, — et nous avons de puissantes raisons de croire qu'ils introduiront dans leur travail des réformes où les fils de nos représentants, grâce à leurs protections, trouveront beaucoup plus d'intérêt que nos enfants.

Ils imiteront en cela nos directeurs d'administration et leurs chefs de division qui conjuguent sept heures par jour le verbe *réformer*, mais qui pour changer laissent croître plus que jamais l'intrigue et le favoritisme. Le fait est que tout le monde parle d'améliorer, de réorganiser, et au bout du compte, on ne réorganise rien du tout. En revanche, ce champignon qu'on appelle la *nullité favorisée* pousse à vue d'œil.

Si le progrès exige que cette excroissance prenne le nom de réforme, nous n'avons plus rien à objecter. Nous sommes prêt à déclarer que nos ministères sont de véritables pépinières de *réformes*. Dans le cas contraire, nous demandons quelles modifications l'on a apportées dans nos administrations? Voyons! Dans les Postes, quels changements a-t-on

faits? Aucun. Dans l'Enregistrement, dans les Douanes, dans les Contributions, à quoi s'est-on arrêté? A des dispositions qui sont à peine des quarts de demi-mesures. Dans nos ministères, a-t-on introduit la moindre amélioration? Allez le demander aux employés chargés de la comptabilité et du matériel? La plupart vous répondront qu'on ne songe même pas à réaliser un sou d'économie. Dans les Télégraphes, a-t-on modifié quelque chose? Rien. Dans l'Octroi où l'on suit encore les mêmes errements depuis plus de soixante ans, qu'a-t-on fait? Rien, toujours RIEN! Et pourtant, nous aimons à reconnaître la vérité, le gouvernement a expressément recommandé à nos grands chefs de service de réorganiser sur-le-champ leur administration, et d'accroître dans certaines limites le bien-être des petits employés.

Pourquoi donc si peu de résultats?

Parce que le chemin de la routine n'est pas celui qui mène aux réformes. Or, nos prétendus réformateurs nous ont tout l'air de suivre cette voie. Élevés, nourris, corrompus par l'empire, ils en ont conservé sinon les opinions, les traditions, du moins les illusions, les errements et les moyens. De là leur indé-

cision, leurs réticences et leur force d'inertie. Ils pourront prendre des demi-mesures, mais des mesures complètes, absolues, jamais ! Car, pour arriver à ce but, ils devraient commencer par se réformer eux-mêmes, ce dont ils se garderont bien.

Le gouvernement pourrait seul les astreindre à cette pénible nécessité. Il ne l'a pas fait et ne le veut pas, soit. Mais au moins devrait-il laisser quelque initiative aux employés et non l'accorder tout entière à des hommes impuissants à rien résoudre. Si ceux-ci ont pour eux l'expérience; ceux-là possèdent la jeunesse, la vigueur, et comprennent beaucoup mieux que la plupart de leurs supérieurs les besoins de notre société. Nous en avons vu la preuve l'année dernière, à leur réunion de la rue Jean-Jacques Rousseau, où des centaines d'employés se donnaient rendez-vous là chaque soir et y discutaient tranquillement les grandes questions administratives. Chacun y exposait son plan, l'expliquait, et l'on y entendait fréquemment des raisonnements très-justes, très-profonds. Leurs projets n'étaient pas tous pratiques ; ils n'offraient pas tous la même justice ni la même justesse, c'est certain. Mais, nous le répétons, nous y avons trouvé souvent des idées,

des combinaisons dont on eût pu tirer un excellent parti.

Pour en revenir à l'armée, on nous objectera peut-être qu'il n'est pas absolument nécessaire de convoquer MM. les caporaux et leurs escouades pour connaître leurs sentiments sur notre réorganisation militaire. Assurément non, pas plus qu'il n'est utile d'avoir recours aux lumières de MM. les surnuméraires et de leurs garçons de bureau pour reconstituer nos administrations. Nous avons toutefois cette persuasion que, si au lieu de priver nos officiers de toute initiative, on leur donnait le droit de défendre les intérêts de l'armée et de soumettre l'ensemble de leurs travaux à une commission supérieure, on arriverait à des résultats qui ne satisferaient peut-être pas la Chambre mais qui répondraient plus complétement aux aspirations légitimes du pays.

Il ne s'agit pas du reste de réorganiser. Ce n'est point là un besoin de premier ordre. Pour que des réformes portent des fruits, il faut que le terrain où on les sème soit préparé avec soin; sinon elles deviennent stériles, semblables à ces graines qu'on répand dans une terre mal défrichée. Parlons donc un peu moins de réorganiser, de reconstituer l'ar-

mée et songeons un peu plus à la moraliser. Sans mœurs pas de discipline, sans discipline pas de soldats, sans soldats pas d'armée.

Nous ne sommes pas seul de cet avis.

Un écrivain militaire qui aime l'armée et la connaît bien a dit récemment avec autant de franchise que de bon sens.

« Il est évident, pour quiconque va au fond des choses que, parmi les causes les plus certaines de nos désastres, celle qu'il faut signaler avec insistance parce qu'elle intéresse directement l'avenir : c'est l'abaissement incontestable et malheureusement trop prouvé du niveau moral de l'armée.

Nous savons bien que les optimistes — et ces braves gens ne manqueront jamais en France — glissent assez légèrement sur ce point et insinuent même, à l'occasion, que l'infériorité numérique a seule — ou presque seule — produit cette série de revers foudroyants qui nous ont accablés et auxquels il nous a été si difficile et si pénible de croire. Mais, pour tous les esprits indépendants et doués de clairvoyance, cette explication n'est nullement suffisante et les plus indulgents ne peuvent guère la

considérer que comme une sorte de « circonstance atténuante » plaidée par le patriotisme.

.....Il ne s'agit donc plus de se repaître d'illusions dangereuses ni de se payer de phrases creuses; il faut voir le mal *où il est* et *tel qu'il est;* il faut en rechercher l'origine, en mesurer l'étendue et en sonder la profondeur, afin de pouvoir en trouver sûrement le remède. »

Voilà ce que la Presse ne devrait cesser de dire et de répéter. Mais les Rédacteurs en chef se gardent bien d'imprimer ces choses-là! En suivant cette voie, ne seraient-ils pas forcés de nous faire toucher du doigt le cancer qui nous ronge, nous apprendre à profiter des leçons du Passé? Ce serait diablement sérieux et monotone! Ils préfèrent nous laisser croire que nous sommes des héros et que nous n'avons absolument qu'à endosser un bel uniforme pour prendre notre revanche. La discipline, le devoir, la résignation, tout cela est parfaitement inutile. La transformation de l'armement, la modification des épaulettes, la grosseur des galons qui bordent le képi des officiers, la dimension des hongroises, la coupe de l'uniforme, sont des questions bien autrement importantes; car elles touchent au luxe et ils

savent que leurs lecteurs en sont fanatiques.

L'intérêt : ils ne voient jamais d'autre horizon ! Et la France, Messieurs ? Vous croyez donc que c'est en nous bourrant de vos paroles pompeuses, de vos discours vides, de vos tartines indigestes, que vous parviendrez à donner du patriotisme à nos soldats ou aux hommes qui doivent le devenir ? Quelle épique naïveté !

« L'esprit militaire s'est affaibli, dit ailleurs l'écrivain déjà cité ; l'amour des études sérieuses a progressivement disparu ; l'insouciance, la paresse et les préoccupations exclusives de l'égoïsme et du plaisir ont remplacé l'activité féconde, les occupations utiles, le goût du travail et le sentiment élevé du devoir. Puis, par une conséquence logique de cette rupture déplorable avec les nobles traditions du métier des armes, l'ambition impudente et sans nul scrupule, n'a pas tardé à se produire de tous côtés avec une ardeur et une énergie sans exemple. »

Le luxe, l'ignorance et la vanité ont envahi l'armée, c'est évident. L'équité, le talent, l'honneur ! il n'en est plus question. Là, comme ailleurs, les sentiments honnêtes ont fait place aux appétits. On doit donc les y faire revivre avec plus de force que jamais.

C'est là, nous ne saurions trop le redire, une nécessité urgente, indispensable, à laquelle nous devons sans cesse nous assujettir. La France n'a plus le droit de jouer avec des soldats de plomb et avec des généraux de pain d'épice.

Il importe que l'avancement ne devienne plus le privilége de quelques-uns ; il ne faut pas que le mérite et l'ancienneté soient traités comme des vieillards en enfance, ainsi que cela se pratiquait sous l'empire. Il ne faut pas non plus qu'il soit permis aux officiers de verser des flots d'encre dans les journaux ou ailleurs pour plaider leur cause devant l'opinion.

Comment veut-on obtenir de la discipline en souffrant de pareils exemples ? L'officier qui a eu un avancement immérité peut-il être estimé de ses subordonnés et exercer sur eux une grande autorité ? L'officier qui n'a qu'à écrire son apologie pour se soustraire à une condamnation quelconque offre-t-il des garanties ? Si sa responsabilité n'est qu'un mythe, que devient alors son prestige ? Les soldats et les sous-officiers peuvent-ils voir violer les premiers principes de l'équité sans être découragés ?

Non! Il est indispensable que les soldats doivent obéissance à leurs chefs et que ceux-ci se fassent respecter. Pour cela, il est de toute nécessité qu'une discipline sévère soit observée dans tous les rangs de l'armée et que nul ne puisse se dérober à son atteinte.

C'est ce dont ne se doutent pas assez les écrivains qui parlent de nous régénérer, ou s'ils le pensent, ils ne l'ont guère montré lors des dernières exécutions de Versailles.

Comment, on fusille un simple officier, un simple sergent, et il ne se trouve pas un journaliste pour demander ouvertement l'exécution des hommes qui ont été la cause de tous nos désastres! A quoi donc sert la Justice, si ses lois frappent les petits et épargnent les grands?

Les hommes auxquels vous faites allusion, dira-t-on, ont été interrogés par une commission d'enquête, et il a été impossible d'établir leur culpabilité. Nous trouvons cette objection aussi naïve qu'insensée... La conduite du prince Pierre aussi a été l'objet d'une enquête! ce qui n'empêche pas qu'à cette heure il serait peut-être bien guillotiné, s'il avait été jugé, non par les créatures de son *cher cou-*

sin, mais par un jury composé des conseillers généraux d'aujourd'hui.

Si l'on avait voulu dire, après la guerre de Chine, que le comte de Pali-Kao avait donné publiquement l'exemple du pillage, — comme on l'a prétendu, — en dévalisant de ses propres mains le Palais d'Été, pensez-vous que l'empire l'aurait souffert et n'eût pas détourné cette grave accusation? Il était cependant connu que cet illustre conquérant avait envoyé un collier de perles de toute beauté à l'Impératrice, laquelle s'était empressée de l'accepter sans en demander l'origine.

Les enquêtes ne sont donc que ce qu'on veut bien qu'elles soient. C'est tellement vrai que, si le pauvre Sire qui a perdu la France dans le but de sauver sa dynastie revenait demain à Paris et qu'il fût à son tour mis en accusation, on trouverait encore le moyen de le proclamer innocent... comme l'enfant qui vient de naître. Lui, le misérable qui a commis à lui seul plus de crimes et d'infamies que tous les forçats du monde à la fois!

Lorsqu'on juge un individu, on ne doit pas voir son grade ni sa position, mais la faute dont il est accusé, — c'est un homme comme un autre et rien

de plus. Au contraire, s'il est coupable, il faut le frapper avec d'autant plus de sévérité qu'il a d'intelligence et d'instruction ; car la responsabilité d'un homme est en raison directe de ses lumières.

Voilà pourquoi nous demandons : 1° la mise en jugement des maréchaux Lebœuf et Bazaine ; 2° le jugement par contumace de leur ex-souverain. Puisqu'on a trouvé des preuves accablantes pour fusiller Rossel, Bourgeois et tant d'autres, on doit apporter la même justice pour juger ces trois célébrités.

Nous ne voudrions pas, pour quoi que ce fût, récriminer contre les officiers généraux qui ont porté un jugement sur ces illustres personnages ; nous ne doutons point de leur bonne foi, mais nous n'avons vu en eux que des témoins à décharge. L'opinion ne peut en être satisfaite ; elle réclame d'autres témoignages... et nous aussi.

Des hommes qu'on accuse tout haut de trahison doivent être entre les mains de la justice et non dans des palais. Or, sur cent officiers qui ont assisté au désastre de Sedan et à la capitulation de Metz, quatre-vingt-dix-neuf se prononcent pour la culpabilité. Voilà la vérité qui se dégage de tous les renseignements connus jusqu'à ce jour. Si elle est *vraie*,

il faut absolument qu'on la connaisse et que les coupables soient châtiés ainsi qu'ils le méritent, c'est-à-dire comme soldats et comme chefs. Le temps n'est plus aux mensonges ni aux discours frivoles. Il faut de la discipline et de l'équité. A ce prix *seul*, nous aurons une armée.

CHAPITRE IX

> La France est comme un poisson : la bourgeoisie qui en est la tête voudrait se diriger sans le peuple qui en est la queue. En d'autres termes, le Capital peut-il vivre sans le Travail ? Tel est le problème au fond duquel nous devons chercher les destinées de notre pays.
>
> (***)

Nous n'aimons pas beaucoup à nous aventurer sur cet océan de fange qui coule rues du Croissant, Coq-Héron et ailleurs. Nous sommes pourtant forcé d'y mettre parfois les pieds et, lorsque cela nous arrive, nous ne revenons jamais sans rapporter quelque trouvaille qui ferait la joie de la Compagnie Richer.

Le médecin nous ayant ordonné dernièrement de prendre un vomitif, nous eûmes l'idée d'entreprendre cette exploration malsaine. C'était au moment de ces grèves qui éclatèrent à Rouen, à Lille et sur plusieurs autres points. Dans quelles classes d'ouvriers ? Il ne nous en souvient plus. La question n'a

du reste qu'une mince importance. Toujours est-il que les Chevaliers de la Presse, jugeant la situation des plus graves, avaient mis flamberge au vent et fait des frais. Il nous est assez difficile d'énumérer ici leurs nombreuses et spirituelles appréciations à ce sujet; nous pouvons du moins en résumer la substance.

« Nous aimons à croire — disent-ils — qu'en présence des charges nouvelles qui pèsent sur les industries françaises et donnent tant d'avantages à la concurrence étrangère, il suffira, pour rétablir l'ordre dans le travail, de faire appel au bon sens et au patriotisme des ouvriers. »

C'est exactement comme si vous voliez le porte-monnaie de votre voisin, qu'une querelle s'en suivît et que, pour éviter des coups de bâton, vous fissiez appel à son bon sens et à son patriotisme!

Évidemment, cette manière de résoudre les questions sociales est ingénieuse. Nous ne craignons même pas d'affirmer qu'on envoie chaque jour à Charenton des gens à l'esprit desquels il n'est jamais venu l'idée d'une solution aussi simple. Néanmoins, sans être curieux, nous serions bien aise de savoir ce que diraient nos journalistes si venant un jour se

plaindre de la cherté des vivres à leur rédacteur en chef, celui-ci leur répondait : mes enfants, vos réclamations sont on ne peut plus légitimes. Tout augmente ; mes bénéfices croissent dans la même proportion, c'est vrai. Vos appointements restent toujours stationnaires, c'est injuste. Malheureusement, je ne puis rien faire pour vous. Au prix où est le papier, il m'est complétement impossible de vous rémunérer consciencieusement de votre travail. Nous vivons du reste dans le monde renversé. Il faut tâcher de vous y accoutumer. En conséquence, j'aime à espérer que vous voudrez bien dorénavant chercher dans votre bon sens et dans votre patriotisme de quoi nourrir vos enfants et élever votre famille.

Nous ne savons pas, mais il est infiniment probable que nos prêcheurs de conciliation feraient comme nos ouvriers. Ils se mettraient en grève et ils auraient mille fois raison.

Les patrons, objectera-t-on, ne peuvent cependant pas toujours se plier aux exigences de leurs employés. Assurément. Mais, là, franchement, vaut-il mieux demander des concessions à de pauvres malheureux qui n'ont pas le sou qu'à des commerçants

qui gagnent des centaines de francs par jour? En second lieu, les patrons se sont-ils réellement astreints jusqu'ici à de grands sacrifices, et leurs concessions sont-elles en rapport avec la situation actuelle du travailleur?

A ces deux questions, nous répondons négativement. Étant donnés leur fortune et leurs moyens, les capitalistes n'ont rien fait pour améliorer le bien-être de leurs employés. De même que, si nous voulions entamer le chapitre des loyers, nous dirions : les propriétaires n'ont pas tenté un seul effort sérieux dans le but de soulager leurs locataires. La bourgeoisie, répétons-le, n'a RIEN fait. L'argent pour elle, pour elle *seule*, et la prospérité pour tous ! telle est sa devise. Elle ne veut pas s'imposer de sacrifices ; elle préfère que ce soit la classe ouvrière qui commence, — simple courtoisie !

En vérité, n'est-ce pas d'un comique achevé?

Voir des gens qui ne travaillent pas gagner dix fois plus que des hommes qui s'épuisent à la besogne neuf ou dix heures par jour, n'est pas moins bouffon.

Dans le temps où nous vivons, ce fait n'est pas isolé, mais général. Dans les industries, dans les

commerces, dans les administrations, partout l'on rencontre la même iniquité. Les Chefs et les patrons ont vingt fois moins de peine que les employés et les ouvriers. Ceux-ci travaillent du matin jusqu'au soir et meurent dans la misère ; ceux-là ne font rien et vivent dans l'opulence.

Ce ne sont pas là des exceptions ; il est parfaitement établi aujourd'hui que le dernier épicier ou le premier commerçant venu gagne de 30 à 60 pour 100 sur la marchandise débitée, ce qui donne une moyenne de 45 pour 100. En vend-il pour 2 ou 300 fr. par jour, il réalise un bénéfice net de 90 à 140 fr., sans se donner d'autre peine que de compter et d'empiler ses écus. L'ouvrier, au contraire, qui fabrique cette même marchandise, est forcé de suer sang et eau tout un jour afin de gagner de 4 à 6 fr.

Le chapelier qui vend une quinzaine de chapeaux dans sa journée, se fait un gain de 80 fr. au minimum. L'ouvrier qui confectionne ces coiffures est payé de 4 à 7 fr.

Le marchand de chaussures gagne de 6 à 8 fr. sur une paire de bottines et peut très-bien en débiter une douzaine par jour, ce qui lui produit une somme nette d'environ 85 fr. L'ouvrier n'en peut fabriquer

qu'une seule paire dans sa journée, et on la lui paye de 4 fr. 50 à 6 fr. 50.

Les entrepreneurs en menuiserie, en serrurerie, en maçonnerie, etc., travaillent dans les mêmes conditions. A l'instar de nos grands industriels, dont les immenses capitaux leur permettent de spéculer sur le chômage, ils gagnent, non-seulement sur leurs ouvriers, ils ont encore un bénéfice sur la matière première.

Ces commerçants, dira-t-on, sont astreints à des frais immenses, à des avances de fonds énormes, à une responsabilité considérable; il leur faut tenir compte de tout cela. D'accord; mais le travailleur n'a-t-il pas aussi, de son côté, à nourrir, à loger sa femme et ses enfants? Croyez-vous qu'il lui soit plus facile d'entretenir sa famille avec 5 fr. par jour qu'à un bourgeois d'entretenir sa maison avec 40 ou 50,000 livres de rente? Pensez-vous que tous ces malheureux, tels que peintres, maçons, plombiers, couvreurs, ferblantiers, etc., qui travaillent journellement sur des toits et des échafaudage, n'exposent pas, en jouant leur vie, un plus grand capital que leurs patrons?

Qu'on ne vienne donc pas chanter le bon vouloir

de ces dernier ni parler de leurs concessions. Ces messieurs, on ne saurait trop le dire, n'ont jamais voulu modifier cette situation avantageuse pour leurs intérêts. Leur seule pensée est de gagner de l'argent. Plus ils en ont, plus ils en veulent avoir. Ils trouvent qu'ils ne font jamais assez d'affaires. Le télégraphe ne leur suffit même pas. Ils voudraient gagner mille écus par jour. En compensation, ils porteront à cinq francs et cinq sous la journée de leurs ouvriers!

Cette manière de pratiquer le commerce peut être conforme aux progrès de notre charmante civilisation, mais pour nous elle constitue une véritable escroquerie. Car il est profondément injuste et déloyal, que des hommes travaillent toute leur vie pour ne rien amasser, pendant que d'autres, nés sous une meilleure étoile, entassent des fortunes colossales à se mettre les mains dans leurs poches.

Pour la même raison, il est complétement inadmissible qu'un peintre vende une toile à un marchand d'estampes et que cet étalagiste, après l'avoir fait photographier, puisse en retirer une fortune. Que ce commerçant se rembourse d'abord de ses dépenses, qu'il prélève encore l'intérêt de la somme

qu'il a dû avancer pour le tirage, rien de mieux ; mais au moins devrait-il, une fois tous frais payés, partager le bénéfice avec l'auteur. En procédant différemment, il ne fait pas du trafic, il vole.

Nous ne qualifions pas autrement les éditeurs qui demandent des sommes monstrueuses pour débiter un livre.

Cet argent n'est pas entièrement pour nous, disent-ils ; nous avons d'abord nos frais, nous devons ensuite faire une remise à nos correspondants. C'est possible, mais nous ne daignons pas entrer dans ces détails. Nous vous apportons un ouvrage : vous le vendez trois francs et, après l'épuisement des mille exemplaires qui forment la première édition, il se trouve que vous mettez 1500 francs dans votre poche, et que vous nous donnez le reste. Voilà la vérité. Seulement, comme l'édition nous a coûté environ 1500 francs, il s'ensuit que nous sommes presque aussi riche avant qu'après. Est-ce vrai ? Si oui, nous ne cesserons de le répéter, comment se fait-il que des éditeurs et des libraires qui passent tranquillement leur existence à épousseter des livres puissent gagner TRENTE sous sur un volume de trois francs, tandis que l'auteur, lui, qui est resté peut-

être une année pour écrire cet ouvrage n'ait pas un *demi* centime de bénéfice?

Voilà pourtant le commerce d'aujourd'hui!

Et nos journalistes s'étonnent, après cela, de voir les ouvriers se plaindre et se mettre en grève. Jour de Dieu! on se plaindrait à moins.... Comment, voilà des gens auxquels on permet de voler en quelques mois des fortunes gigantesques, et vous voulez que les prolétaires souffrent ces injustices, subissent ces humiliations sans demander pourquoi ils les subissent? Et, lorsque ces malheureux veulent élever la voix, vous osez faire appel à leur bon sens et à leur patriotisme! Vous chantez l'égoïsme des patrons, vous approuvez leurs moyens d'action, leur conduite, vous les engagez à continuer, à ne pas mieux rémunérer le travail, et vous parlez d'y rétablir l'ordre!

Dites donc que vous voulez encourager l'exploitation, parce que vos intérêts s'en trouvent bien. Mais ne venez pas exagérer les prétentions des prolétaires, ni blâmer leurs exigences. L'ouvrier est plus courageux et plus juste que vous : il sait souffrir et travailler. Vous aurez beau chercher à lui imposer silence, vous ne l'empêcherez point d'arriver à son

but : son indépendance et l'égalité devant le travail. Ce sont ses droits ; il les veut et, de gré ou de force, il faudra que vous les reconnaissiez tôt ou tard.

La France, sachez le bien, est divisée en deux parties : l'une faible, lâche, riche, qui ne fait rien et ne songe qu'à jouir ; l'autre, forte, courageuse, pauvre, qui travaille et vit dans les privations. La bourgeoisie compose la première, le peuple forme la seconde. Deux partis sont en présence : le *Capital* et le *Travail*. Il s'agit de savoir si oui ou non vous voulez que l'un écrase l'autre ?

Telle est la grande question.

De sa solution dépend notre résurrection ou notre dégénérescence. La Presse espère la trouver en faisant appel « au bon sens et au patriotisme » des ouvriers. Ce moyen commode et peu dispendieux fait honneur à sa clairvoyance ; néanmoins, nous lui ferons remarquer qu'elle dénature quelque peu les données du problème, et qu'au lieu de le résoudre elle ne sert qu'à le compliquer de nouvelles difficultés. Avant de chercher à rétablir l'ordre dans le travail, on doit en effet songer à le rémunérer. La justice avant tout ! Il est donc indispensable que le salaire soit en rapport avec le travail, qu'il soit cal-

culé suivant une règle loyale que les besoins de notre époque doivent seuls fixer, et non d'après les caprices insensés et les appétits pentagruéliques de notre bourgeoisie. En un mot, il faut améliorer la position que l'égoïsme et la cupidité des patrons ont créée au travailleur dans notre société.

C'est à ce point de vue que l'on doit envisager la situation. Il n'y a qu'un seul moyen d'en éviter les conséquences, c'est d'y introduire sur-le-champ des réformes salutaires et radicales. Quand nous disons *radicales*, nous ne voulons pas dire qu'il est utile d'incendier l'hôtel-de-ville, de massacrer les prêtres, de nier la morale, de tuer la religion, de repousser la famille. Nous n'entendons point ainsi le socialisme. Mais il faut des réformes sérieuses, complètes, absolues, et non des semblants de demi-mesures.

Le temps n'est plus aux discours et aux belles phrases; nous devons nous recueillir, — une fois n'est pas coutume, — et nous demander résolûment si nous voulons décidément, oui ou non, que la France vive ou périsse?...

S'il nous reste un peu d'amour pour elle, reconnaissons mutuellement nos fautes, débarrassons-

nous de nos illusions, oublions le passé. Cherchons la vérité, pratiquons la justice, encourageons le bien; attaquons les abus, traquons la fortune issue du mensonge, de l'usure et du vol, détruisons le mal. Respectons la famille, la patrie; arrachons nos enfants au joug abrutissant de l'ignorance, instruisons-les, faisons-en d'honnêtes citoyens. Améliorons le sort du prolétaire, protégeons le travailleur, favorisons son indépendance. Aimons-nous les uns les autres, unissons notre intérêt aux intérêts de tous, et alors l'homme s'affirmera dans sa force et sa liberté. On ne trouvera pas en France que des sauteurs et des gredins, on y reverra des Français.

Si non, nous n'avons qu'à laisser aller les choses comme elles vont et à jouir de notre reste..... Nous ne marchons pas, nous courons à toute vitesse vers une nouvelle révolution. Femmes, enfants, vieillards, fuyez! La guerre civile est imminente... C'en est fait de notre pays!

Ce dénouement est fatal.

L'ancienne société, nous l'avons déjà dit, se meurt dans la pourriture. Grâce au régime auquel un prince à moitié idiot l'a soumise pendant près de vingt années, l'ordre des choses établi depuis des

siècles y est complétement renversé. Idées, sentiments, tout y croule. Si donc on ne la revifie pas avec des éléments nouveaux, elle devra tôt ou tard céder la place à une autre plus jeune, plus vigoureuse. Ce qui sera bon sera conservé; ce qui sera mauvais sera rejeté, détruit ou massacré; et, comme en 93, un nouvel édifice, appelé lui-même à disparaître, surgira d'un amas de décombres fumants et ensanglantés.

Cette œuvre appartient aux travailleurs. L'avenir est entre leurs mains; qu'on y prenne garde! Autrement, leurs flots nous submergeront en ravageant tout sur leur passage, et, une fois déchaînés, il ne sera permis à personne de les arrêter. La bourgeoisie seule pourra, par ses richesses et sa force numérique, risquer cet effort; mais son indifférence et sa lâcheté la condamneront à l'inaction comme au 18 mars. L'impuissance est et restera son unique partage.

Elle courra après un agent de police pour la garder, après un gendarme pour sauver sa propriété; puis, quand on lui apprendra que la tempête a englouti ses défenseurs, que le gouvernement de ses rêves a été obligé de filer en Belgique, elle se dira :

Est-ce Dieu possible! Comment, je verse tous les ans au Trésor des sommes folles afin d'avoir un gouvernement qui me permette de manger paisiblement mes rentes; je nourris grassement une armée de sergents de ville, j'entretiens somptueusement des légions de gendarmes et de gardes-champêtres, et aujourd'hui, pour une pauvre petite fois que j'ai réellement besoin de leurs services, je ne les trouve plus à leur poste!... Décidément, je commence à croire qu'il sera désormais plus sûr et plus économique de me gouverner et de me défendre moi-même.

Regrets inutiles! Il sera trop tard. Le torrent des ouvriers, des travailleurs, des prolétaires, grossit de jour en jour, et, nous le répétons, si l'on n'applique pas immédiatement tous ses efforts à l'empêcher de déborder, on ne pourra jamais s'en rendre maître... Une révolution en sera la conséquence inévitable. Ce ne sera plus, cette fois, la Commune de 1871, elle s'appellera le 93 de la bourgeoisie.

CHAPITRE X

> Les êtres qui composent une société ne doivent former qu'une seule et même famille. Or, c'est la femme qui les crée et qui dirige leurs premiers pas. Si donc la mère est corrompue, les enfants doivent l'être aussi. Telle sera la femme, telle sera la société.
>
> (***)

L'intérêt que nous inspirent les travailleurs nous amène forcément à parler de celle qui s'associe à leurs labeurs et partage leurs souffrances. Nous avons nommé l'ouvrière. Sa situation nous est pour le moins aussi sympathique. Notre prétention n'est pas d'y faire naître de bienfaisantes améliorations ; nous voulons seulement montrer aux Sardanapales de la Presse que la femme n'a pas été créée à l'image du Vice ni mise au monde dans le but unique de nous servir d'instrument de jouissance, et qu'au lieu de l'écraser sous le poids de leurs stupides railleries, de repousser ses justes réclamations, ils feraient peut-être mieux de lui enseigner, sinon les

institutions de son pays, du moins les lois de sa société et les principes de la famille, lesquels peuvent seuls l'aider à s'affranchir insensiblement de ses erreurs et à vaincre ses passions.

Les conditions imposées à la femme par notre société dépendent uniquement du discrédit où l'ont précipitée nos préventions et nos préjugés. Ces idées, il faut bien le reconnaître, peuvent avoir leur raison d'être. La vie scandaleuse et le luxe effronté du beau sexe doivent être plutôt des titres à notre déconsidération qu'à notre estime ; nous le comprenons à merveille. Mais la folie de quelques pauvres ouvrières, sans éducation, sans ressources, éloignées de leur famille, doit-elle détruire les qualités et les vertus de tant d'autres innocentes ? Parce que de malheureuses gourgandines éprouvent le besoin de vivre dans la honte et de mourir sur un grabat d'hôpital, — encore y sont-elles poussées constamment par nous, — est-ce un motif pour en induire que toutes les femmes subissent la même nécessité ? Pourquoi donc les frapper ainsi d'ostracisme ?

Cette façon d'apprécier les gens est digne de notre jugement. Que le progrès la trouve rationnelle, rien de plus logique ; car, si l'on ne déraisonnait pas, il

n'y aurait plus de civilisation. Il y a quelque temps, on considérait les femmes selon leurs titres; hier, on les estimait suivant le poids de leurs diamants; aujourd'hui la mode exige qu'on les apprécie en raison du mal qu'elles font; demain, il faudra les juger d'après la hauteur de leurs chignons; tout cela est parfaitement déraisonnable et démontre nettement que nous savons nous conformer scrupuleusement aux besoins, aux fantaisies de notre brillante époque; mais au moins devrions-nous apporter les mêmes passions, la même déraison, nous peser au même poids, lorsque nous nous jugeons nous-mêmes.

Comment trouverait-on un ambassadeur iroquois qui, pour se faire une juste idée de notre contrée, irait visiter nos prisons, nos bagnes, et viendrait ensuite nous dire : la France est évidemment un beau pays, très-fertile surtout. La vertu n'y pousse nulle part, mais le vice y germe partout et croît à vue d'œil. Je n'y ai rencontré que des escrocs, des faussaires et des assassins.

Cette appréciation ne blesserait peut-être pas énormément notre orgueil national, car ce sentiment implique un certain patriotisme, et l'on sait

que depuis longtemps l'amour de l'argent a éteint en nous celui de la patrie. Toutefois, nous en semblerions légèrement froissés ; nous n'irions probablement pas jusqu'à demander des explications à cet illustre personnage, — nous n'en avons point le courage, — mais nous croirions à propos de lui donner une haute idée de l'esprit français en l'appelant *sauvage*. Pourquoi ? Parce que nous ne sommes pas encore assez Iroquois pour ignorer que l'on ne doit point juger un fait d'après des exceptions.

Cependant, nous ne procédons pas autrement à l'égard des femmes. Nous nous croyons bien forts, très-intelligents ; nous n'avons pas plutôt ouvert la bouche pour dire une platitude que nous nous écrions : Oh ! que c'est beau ! Dès que nous écrivons une ineptie, nous tombons en syncope et crions au chef-d'œuvre ! Quand nous faisons une révolution, nous disons que c'est une petite plaisanterie. Lorsque nous envoyons cent mille hommes à l'abattoir, nous avouons que c'est une légère distraction, mais qu'on la renouvellera à la première occasion. Nous nous tressons des couronnes, nous nous les décernons et, à l'instar de notre ex-Caligula dont la modestie égalait le génie, nous nous prenons tout bon-

nement pour des héros ! En revanche, nous ne voyons la femme qu'au travers de ses défauts, de ses vices; nous oublions totalement sa grandeur, son dévoûment, ses sacrifices; et lorsque la pauvre infortunée vient nous étaler sa misère, nous dire qu'elle gagne à peine quarante sous par jour, nos journalistes font appel « à son bon sens et à son patriotisme. » Ils ne se contentent pas de la mépriser, ce qui est déjà très-délicat de leur part, ils s'en raillent, ce qui est infiniment plus distingué. Voilà comment ils comptent épurer nos mœurs !

Si nous les savions sincères, nous nous donnerions la peine de les désabuser, de leur montrer que vouloir tuer le vice par ce moyen est à peu près aussi ridicule que de vouloir écraser un éléphant en lui écorchant le bout de la queue. Malheureusement, nous connaissons leur but. Ils veulent le scandale, parce que nos mœurs nous y entraînent et qu'afin de satisfaire nos appétits ils doivent vivre de scandale. Or, le jour où ils engageraient nos femmes à se renfermer dans les limites prescrites par la raison et par le goût, où ils les pousseraient à l'étude de la sagesse qui peut seule rectifier leur jugement et les rendre supérieures à leurs mauvais

instincts, nous serions obligés de respecter la fille honnête, l'ouvrière, l'orpheline, la mère de famille, et la Presse à scandale serait forcée de modifier son rôle ou alors elle cesserait d'exister.

Nos prêcheurs de morale sont donc tout à fait dans le mouvement. Ils ont déjà pourri une génération. Ils ont arraché du cœur de la femme d'il y a vingt ans tout ce qu'il contenait de bon, et n'y ont laissé croître que de funestes passions. Depuis vingt ans, ils la poursuivent de leurs sarcasmes moqueurs, ils la nourrissent d'insanités, de leurs romans orduriers. Et ils s'étonnent aujourd'hui que la jeune fille dont ils ont empoisonné l'âme, et qui est maintenant une mère de famille, élève mal ses enfants !

Ils se récrient contre les prétentions de la femme ; ils blâment sa légèreté, ses extravagances ; ils plaisantent ses affublements et ses coiffures grotesques ; ils ne voient plus en elle qu'un mélange infect de patchouli, de cold-cream, de poudre de riz, d'huile et de vinaigre odoriférants ; ils crient, — toujours par habitude ! — que nous sommes en pleine décadence, que tout est éteint chez la jeune fille d'aujourd'hui, qu'on n'y rencontre plus d'amitié, ni de

dévoûment, ni de respect, ni de pudeur, ni de bonté, ni rien du tout!

« Là où la chèvre est liée, il faut bien qu'elle y broute. » Rappelez-vous ce vieux proverbe, ô Tartufes, trois fois naïfs! En perdant la mère, en chassant de son cœur le sentiment du devoir, vous avez perdu la fille. Ne soyez donc pas surpris de voir celle-ci vivre de corruption; elle ne fait que suivre vos préceptes.

Ne venez point lui parler du respect qu'elle doit à ses parents; ce mot n'a aucune signification pour elle. Elle vous répondra que son papa et sa maman l'embêtent! Ne venez pas lui parler de ses devoirs; elle n'en a nulle idée. De l'affection, du respect, de la famille! Pourquoi faire? Tout cela est parfaitement inutile. Par le temps qui court, vous dira-t-elle, une éducation solide vous mène à l'hospice; au contraire, en demandant à l'instruction ce qui me fera briller, j'aurai chevaux, équipages. Vous me le montrez chaque jour dans vos jolis petits romans, et ma mère me le dit aussi. Je dois donc imiter son exemple et « rigolbocher » à mon tour. Vive l'*Œil crevé!*

Ne venez pas non plus lui demander des enfants

sains et vigoureux; elle est incapable d'enfanter des Hercules. Élevée par vous dans la fange, sur cette espèce de fumier auquel, — on ne sait trop pourquoi, — vous avez donné le nom de société, elle ne pourra que vous donner des embryons scrofuleux, phthisiques, informes, et qui, trouvant un jour vos principes commodes, s'empresseront, à leur tour, de les mettre en pratique.

Il est vrai que ces Français de l'avenir, produits par l'accouplement monstrueux du Vice et de la Débauche, ne seront guère de force à manier un fusil ni, par conséquent, à exercer une heureuse influence sur cette revanche « glorieuse et prochaine » que vous voudriez tant voir avant de rendre le dernier soupir. Mais ne perdez pas tout espoir, ô généreux patriotes! S'ils sont trop faibles, « trop petits pour être militaires, » on rabaissera la taille pour parfaire au recrutement; on raccourcira les sabres et les fusils; on diminuera tout, — sauf les loyers toutefois. Et si cela ne suffit pas, eh bien! on... recommencera.

Ce mouvement, du reste, commence à s'accentuer vigoureusement dans notre manière de vivre. Avec un peu de complaisance, on se croirait dans l'em-

pire de Blefuscu. Nous ne logeons plus dans des maisons, mais dans des bicoques en espèce de carton-pierre et de béton aggloméré où des Lapons pourraient à peine faire leur ménage; les chambres y sont larges comme la main, on y étouffe; les cuisines sont grandes comme un four; les cours sont microscopiques, on dirait des puits. Nous portons des vêtements qui ne dépassent pas la chute des reins; on croirait que nous avons été obligés de pleurer pour les avoir. Les gilets! il n'en faut plus parler; le dos en fait tous les frais. Nous aimons à lire les petits journaux à un sou. Nous mangeons dans de petites assiettes, ce qui permet à nos gargotiers de nous servir de petites rations; leurs serviettes ressemblent à des mouchoirs de poche. Au café ou ailleurs, on nous verse à boire dans des verres qui ont au moins deux fois la contenance d'une coquille de noix. Le matin, pour faire des économies, nous nous contentons d'un petit pain de gruau, et, le soir, nous allons dépenser nos épargnes dans ces petits théâtres où l'on ne rencontre que des Astèques déguisés en petits crevés et de petites cocottes de treize ans, du nez desquelles, si on le pressait, il sortirait encore du lait. Tout est pe-

tit, maigre, étique, comme nous et notre jugement.

Ces progrès lilliputiens ne doivent pas nous effrayer, au contraire; car, pour peu qu'ils se développent, nous finirons par tomber si bas, par être si petits, que nous éprouverons alors sérieusement le besoin de nous grandir, de nous relever. Une semblable perspective ne peut que plonger notre âme dans des joies infinies. Nous concevons très-bien que les francs viveurs de la Presse se réjouissent de notre situation, et, certainement, nous les imiterions si nous savions tout le monde disposé à attendre avec calme le jour des réformes.

Par malheur, tout le monde n'est pas à même de comprendre leur admirable et sage philosophie. L'effervescence qui s'opère dans les esprits en est un gage. Les grands centres se réveillent plus que jamais. Les petites villes et les campagnes éclairées suivent leur exemple. Les ouvriers se mettent en grève, tentent de s'associer, et unissent leurs efforts dans le but de se soustraire au joug de ce nouveau Minotaure qu'ils appellent le Capital.

De leur côté, les femmes se mêlent au mouvement général. Elles fondent des clubs, des journaux; à l'aide de ces moyens, elles se font une idée de leur

position, elles en sondent les abîmes; elles voient leurs angoisses, leurs humiliations, le sort qui les attend, et, lorsque nos potentats prennent leurs enfants pour les jeter devant la gueule du canon, elles leur répondent : pourquoi de nouvelles boucheries, de nouveaux massacres ? Vous ne pouvez donc vivre et gouverner que dans le sang?

Elles n'ont pas tous les torts, convenons-en.

Les femmes, dira-t-on, doivent s'occuper de leur ménage et non des affaires de l'État. C'est notre avis. Ont-elles réellement, comme on le prétend, moins de sens politique et d'esprit que nous. Ceci est une autre question; il faudrait l'examiner. Mais nous n'en voyons guère l'utilité. Pour la discuter, nous devrions nous mesurer avec elles, comparer leurs capacités avec les nôtres, et il arriverait très-probablement que ce parallèle nous serait on ne peut plus désavantageux. Dame ! c'est un peu humiliant pour notre sexe. Cependant, il n'y a rien de plus vrai. Nous pouvons du reste facilement nous en convaincre.

En 1792, nous proclamons la république; nous versons des torrents de sang pour la fonder, et nous la laissons escamoter par un César de vingt-huit ans

que nous laissons ensuite escamoter par les Anglais. Plus tard, nous faisons monter sur le trône un Prince qui depuis nombre d'années mange le pain noir de l'exil, et, après l'avoir prié de vouloir bien oublier la mort de son frère, — ce que nous regardons comme une simple étourderie, — nous l'engageons poliment à en descendre. Nous prenons vite un autre monarque, car nous ne pouvons nous en passer. A peine est-il installé que nous le trouvons par trop pot-au-feu, et naturellement nous le flanquons à la porte. Nous lui cherchons un successeur, nous choisissons dans le tas, nous en retirons un qui a précisément les qualités dont était dépourvu le précédent ; cette étrangeté nous paraît impardonnable, et nous lui donnons ses huit jours sans même lui dire pourquoi.

En 1848, nous nous battons pour avoir le suffrage universel, et une fois que nous l'avons, nous ne nous en servons plus ; nous proclamons de nouveau la république et, comme toujours, nous la laissons escamoter par un chevalier d'industrie, qui nous prend pour des imbéciles. A cause de cela, nous le nommons empereur. Pendant près de vingt ans, nous lui permettons de nous traiter comme des

bêtes de somme, et, afin de l'engager à continuer, nous ratifions une seconde fois ses actes de démence. Enfin, nous reconnaissons nos erreurs ; nous voulons enfermer cette momie couronnée à Charenton. Nous en trouvant empêchés par son collègue Guillaume, nous proclamons encore la république, nous commettons assassinats sur assassinats, turpitudes sur turpitudes, et, en ce moment, nous pataugeons gaîment dans la boue en attendant qu'un nouveau Sauveur vienne nous tirer de là ! Nous redemandons un César !

Ici finissent nos exploits....

Et c'est sur cette série de bévues marquées au coin de la folie que nous entendons établir notre supériorité politique ! En vérité, nous avons de l'aplomb.

Si nous voulons juger notre bon sens d'après nos inepties, oh ! alors nous retirons notre objection, et, oubliant toute galanterie envers le beau sexe, nous nous empressons de déclarer que nous sommes de beaucoup supérieurs aux femmes ; elles eussent été certainement incapables d'enfanter de pareils chefs-d'œuvre. Dans le cas contraire, taisons nous, et pour notre honneur, ne parlons jamais de l'inha-

bileté des femmes; car, depuis plus d'un demi-siècle, nous avons déployé une impuissance et une incapacité à côté desquelles les radotages et les divagations les plus fantasques des comédiens ordinaires de Bicêtre sont de véritables prodiges de bon sens.

Nous aurions donc mauvaise grâce à vouloir attaquer les prétentions de l'esprit féminin. Nous n'avons pas l'intention de les soutenir. Certes, dans la crise où languissent nos mœurs, nous préférerions voir les femmes s'occuper un peu moins de politique et un peu plus de leur intérieur. Mais nous sommes juste, et, si nous trouvons utile de leur faire cette observation, nous jugeons indispensable qu'on leur permette de gagner leur vie.

Il ne s'agit pas de leur parler patriotisme ni de leur dire qu'elles sont au monde pour raccommoder nos chaussettes.

Le patriotisme est sans doute une belle chose; mais ce n'est pas avec cela qu'elles rempliront leur marmite. Nous le répétons, si l'on veut qu'elles s'adonnent sérieusement aux soins de leur ménage, il faut avant tout les mettre à même d'y vivre, et non dans la nécessité de crever de faim ou de se faire courtisanes.

Jusqu'à présent, elles n'ont pas eu d'autre alternative. Si nous ne craignions point d'entrer dans des considérations un peu longues, nous pourrions le démontrer. Il nous serait facile de donner une idée de la façon odieuse dont on les rémunère ; nous ne prouverions pas seulement qu'on les exploite comme ouvrières, — et comme tous les travailleurs du reste, — nous montrerions encore qu'on les exploite comme femmes ; nous en citerions par exemple qui font le même ouvrage qu'un homme, aussi bien, peut-être plus vite, et qui pourtant gagnent moitié moins que celui-ci. Mais il nous paraît peu utile de reproduire ici à propos de l'ouvrière, des détails que nous avons cru devoir donner dans le chapitre précédent au sujet du travailleur. Il est connu, malheureusement trop connu, qu'aujourd'hui la femme est dans l'impossibilité ABSOLUE de vivre de son travail.

D'où vient cette injustice? De nos préjugés qui nous portent à penser que les femmes sont des créatures inférieures. Nous ne nous contentons point d'estimer leur travail moins que celui de l'homme, nous ne daignons même pas les occuper ; nous n'en voulons à aucun prix. Dans les établissements par-

ticuliers, dans les magasins, dans les administrations spéciales comme dans celles du gouvernement, partout l'on ne voit pour ainsi dire que des hommes. Toujours nous! On dirait vraiment qu'il n'y a que nous sur terre. Aux femmes, les privations, la misère et la souffrance! A nous, les places, la fortune et les honneurs! Cet égoïsme dépeint admirablement notre société; il en est la plus grande plaie.

Que nous nous emparions des emplois qui nécessitent de la force, de l'instruction, de la science, soit. Il serait aussi ridicule de confier aux femmes des fonctions importantes, ou des missions périlleuses, que de vouloir les charger de la marche d'une locomotive. Mais, au moins, devrions-nous leur céder les places qui peuvent rentrer dans la mesure de leurs moyens. Elles exerceraient leur métier avec autant de zèle que nous, — sinon mieux — ce qui n'est pas difficile. Elles l'ont déjà prouvé. Les Postes, les Télégraphes, les Chemins de fer admettent les femmes comme employées, et ces administrations n'ont nullement à se plaindre de leurs services. Pourquoi donc ne leur réserverait-on pas d'autres emplois et ne les multiplierait-on point dans toutes les administrations où faire se peut, ainsi que cela

se pratique d'ailleurs chez plusieurs peuples? Il nous semble que ce serait là un moyen assez simple de sauver chaque année bien des familles, et de soulager bien des misères.

Il est facile au gouvernement, dira-t-on, d'admettre les femmes dans ses administrations; mais il ne peut obliger un établissement particulier à suivre son exemple. Nous ne prétendons pas le contraire. Un patron est parfaitement libre de choisir ses employés, et de préférer les garçons aux filles, bien que celles-ci s'entendent mieux à la vente que ceux-là. Mais où nous combattons les droits des chefs d'établissement ou de magasin, c'est quand ces messieurs veulent avantager l'homme au détriment de la femme, c'est-à-dire détruire l'équilibre social, sous le prétexte qu'ils sentent le besoin de se fabriquer une fortune dans l'espace de quelques années. Or, leurs préférences n'ont pas d'autre but. Ils attirent dans leurs boutiques de jeunes et jolis commis, frisés, pimpants, d'autant plus parfumés au dehors qu'ils sont moisis au dedans; car ils savent, et c'est prouvé, que là où les beaux garçons affluent, les clientes pullulent.

On ne doit pas tolérer de telles licences; autre-

ment, il faut ou il faudra tôt ou tard accorder à chaque commerçant une liberté analogue. Le restaurateur déguisera en Tyroliennes ou en Espagnoles des gourgandines pour débiter sa marchandise; le cafetier installera un orchestre dans sa boutique et nous fera servir ses drogues par des coureuses de boulevard; le fabricant d'habillements aura des femmes spécialement dressées pour prendre mesure de nos effets; le commerçant en chaussures choisira de jeunes et jolies donzelles pour essayer nos bottes; le marchand de gants confiera son comptoir à la première courtisane venue, et lorsque nous lui présenterons un louis afin de payer notre achat, elle nous répondra : En désirez-vous la monnaie?...

La question se résume donc ainsi : les négociants ont-ils le droit de transformer leurs magasins en maisons publiques? En d'autres termes, voulons-nous que le scandale et la prostitution continuent plus longtemps à nous envahir? Non, mille fois non! Alors, il faut que chacun remplisse son devoir, reste à sa place, et qu'il soit permis aux femmes comme aux hommes de travailler selon leur force, leurs moyens, et de gagner leur vie le plus honnêtement possible. Nous faisons partie de la même

famille, de la même société; nous en partageons tous les charges, par conséquent nous devons tous être admis à en partager les faveurs.

Sans cela, pas de salut! Ne parlons plus jamais de régénération. Ce but ne peut être atteint que par l'introduction d'améliorations sérieuses et immédiates dans la vie de l'ouvrier et de l'ouvrière. Tout l'avenir de notre société est là.

Nous l'avons déjà dit précédemment, la France est divisée par deux partis puissants, le *Capital* et le *Travail*. Cette situation ne peut se prolonger indéfiniment. Il faut absolument que ces deux ennemis vivent en bonne intelligence ou alors qu'ils s'entretuent. Il n'y a pas de milieu.

Jusqu'ici, on n'a rien tenté de sérieux afin d'éviter ce péril. Si l'on tient à le conjurer, n'attendons pas qu'il soit trop tard. Agissons et ne perdons pas un seul instant. Sinon, redisons-le avec insistance, une nouvelle boucherie est inévitable. C'est à nous, maintenant de voir ce que nous préférons. Surtout ne nous berçons pas de cette douce illusion que notre pays est tranquille pour longtemps. Méfions-nous des apparences!

En ce moment, le peuple français est ivre. Lors-

qu'il aura cuvé son vin, il se réveillera, il n'en sera que plus altéré, et, pour apaiser sa soif, il ne reculera devant rien, dût-il l'étancher dans le sang!...

Que nos prêcheurs « de bons sens et de patriotisme » à deux sous la tranche y prennent donc garde! La bourgeoisie a aboli les droits du seigneur, mais le peuple pourrait bien un jour abolir ceux de la bourgeoisie.

CHAPITRE XI

> **La Presse — cette effrontée corrompue et cette impudente corrruptrice — a vendu jusqu'à ce jour ses faveurs dans un boudoir : encore un degré dans l'abjection, et elle les vendra dans un lupanar.**
>
> (***)

Nous croyions, comme beaucoup d'autres, que l'assemblée nationale bornerait sa mission à traiter la question de paix, et qu'une fois son mandat terminé, elle aurait le bon sens de comprendre l'inutilité de sa présence et assez de discrétion pour se retirer, ce qui du reste se pratique dans toute société où l'on respecte un tant soit peu les traditions de la vieille politesse française.

C'était une illusion !

Nos représentants, après être allés à la campagne se reposer de leurs pénibles travaux et causer de la récolte de l'année avec leurs chers électeurs, viennent de revenir à Versailles, et d'y signer un nou-

veau bail qui leur permet de toucher leurs appointements encore pendant trois ans. En vain a-t-on voulu leur faire comprendre leur indiscrétion, leur donner à entendre qu'ils n'ont pas plus le droit de s'imposer au pays qu'un domestique n'a celui de s'imposer à son maître. Ils se sont réinstallés dans leur fauteuil, et, comme l'on y dort bien, ils se sont décidés à y rester tant qu'on ne leur donnera pas congé. Le meilleur de leurs arguments est qu'ils sont liés avec la nation jusqu'à l'expiration du traité qu'ils ont conclu. Nous n'y voulons pas soulever d'objection. Toutefois, nous devons le signaler comme pouvant engendrer des abus fâcheux.

Ainsi, nos ambassadeurs, s'en autorisant, pourraient fort bien venir dire un jour au gouvernement : Ma mission est terminée. Le traité que vous m'avez chargé de conclure est signé ; il durera cinq ans. Je me trouve donc lié avec vous jusqu'à cette époque. En conséquence, je dois déclarer nul et non avenu l'ordre par lequel vous m'invitez, très-gracieusement d'ailleurs, à donner ma démission. Je suis à mon poste et j'y reste.

Pour le même motif, un commis-voyageur, un ambassadeur de commerce quelconque, pourrait

parfaitement dire à son patron qui désirerait se débarrasser de lui : La mission que vous avez daigné me confier est remplie. J'ai conclu un traité avec la maison Hix et Cie pour dix ans. Il m'est donc impossible d'accepter l'offre que vous me faites de chercher un autre emploi ailleurs ; car je me considère comme lié avec vous jusqu'à l'expiration de ce traité. La confiance dont vous avez bien voulu m'honorer dans des circonstances exceptionnelles me paraît excessivement profitable, et j'entends la conserver.

Ces raisons peuvent être excellentes. Mais il ne faudrait cependant pas que nos hommes politiques en fissent un abus, sans quoi il serait infiniment plus avantageux de les remplacer par de la glu. En ces temps de gaspillage, un peu d'économie dans le budget ne serait point superflue.

Nous nourrissions l'espoir qu'en cas de non dissolution, la Chambre prendrait son courage à deux mains et finirait par venir établir ses quartiers d'hiver au Palais-Bourbon.

C'était une illusion !

Nos députés trouvent l'ancien théâtre de Louis XIV admirablement approprié à la représentation de la

comédie libéro-monarchique où depuis près de dix mois ils remplissent avec éclat un rôle si noble et si fatigant. Ils se sont attachés à leur ville de prédilection comme le lierre après la muraille, et veulent s'y cramponner tant qu'ils pourront. La température de Paris, où les brouillards sont essentiellement funestes aux vieillards atteints de bronchite, serait, d'après les journaux bien informés, la seule cause de leur résolution. La supposition est ridicule. Car, en l'admettant, il n'y aurait plus aucune raison pour que l'année prochaine ils n'éprouvent l'envie d'aller passer l'hiver à Cannes ou à Arcachon. Quand on s'en va de la poitrine, on reste chez soi et l'on prend de l'huile de foie de morue. Avec la meilleure volonté du monde, nous ne pouvons admettre que la Chambre soit une maison de santé, et que le peuple doive en entretenir les pensionnaires.

Il faut donc rattacher leur décision à un autre sujet. Serait-ce à la peur? L'idée est possible. Mais s'ils ont peur, c'est qu'ils craignent quelque danger. Alors pourquoi n'invitent-ils pas les Parisiens à aller partager avec eux la tranquillité champêtre dont ils jouissent à Versailles? Encore une fois, si de graves périls nous menacent, il serait assez poli

qu'on nous en prévînt. Nous ne voyons pas du tout pourquoi nous nous y exposerions de gaîté de cœur, tandisqu'eux, — des hommes qui doivent nous donner le bon exemple, — auraient la faculté de s'y soustraire.

Nous avions dans l'idée que nos représentants, après avoir rentré leurs foins et employé trois grands mois de vacances à s'occuper de leurs petites affoires, trouveraient le temps de songer un peu à celles de leur pays.

C'était une illusion!

Voici tantôt quatre mois qu'ils sont réunis, et, jusqu'à présent, ils n'ont trouvé qu'une seule occasion, celle de montrer leur violence et leur passion. Du budget, c'est à peine s'il en est question. L'instruction, le progrès moral, la science sociale, les réformes administratives! on n'en dit pas le plus traître mot. Le vent est complétement aux modifications ministérielles. Hier, il s'agissait de savoir qui remplacerait monsieur X... Pour l'instant, on est en train de choisir un successeur à monsieur Z... Qui obtiendra le portefeuille des travaux publics? Qui arrivera premier? Sera-ce Pierre, ou Paul? Les paris sont ouverts. Pendant ce steeple-chase, on trouve le

moyen d'aller serrer la main aux princes d'Orléans... Viendront-ils prendre possession de leur siége à la Chambre? Les uns disent oui, d'autres prétendent le contraire : grosse question! Maintenant qu'elle est à moitié résolue, il s'agit de savoir si on leur restituera leurs biens....

Telles sont les graves affaires qui intéressent nos discussions politiques. Quant à la France, il importe fort peu qu'elle vive ou qu'elle succombe.

Nous nous figurions qu'à force de concessions de part et d'autre, on finirait par avoir une république à peu près sérieuse, et que son étendard n'aurait pas les couleurs du torchon de la Réaction.

C'était une illusion!

Notre gouvernement n'a pas encore de couleurs bien arrêtées. On voit autour de son drapeau des légitimistes, des orléanistes, des bonapartistes, — mais de républicains, pas l'ombre! Et les membres de la majorité trouvent qu'il y en a encore trop! Ils cherchent de nouveau à se débarrasser de M. Thiers qui est décidément par trop radical, parce qu'il ne veut pas être leur complice. Ils l'ont déjà obligé à sacrifier ses amis, à choisir pour représenter la République à Berlin un ami dévoué du comte de

Chambord, c'est-à-dire un homme qui, autant par nature que par éducation, est complétement opposé aux véritables réformes républicaines. Ils désirent maintenant l'astreindre à remodifier le ministère, afin d'y pouvoir introduire leurs créatures. En d'autres termes, ils veulent un gouvernement de tous les partis, pour tous les goûts, et l'exploiter à leur profit. Ce sera une république de fantaisie, avec un drapeau panaché de bleu et de blanc et parsemé de fleurs de lis, où il n'y aura pas le plus petit démocrate, mais ce sera la république.

Dans notre naïveté, nous pensions enfin que la Presse, comprenant les dangers de la situation, mettrait un terme à ses intrigues et cesserait de prêcher la discorde.

C'était une illusion !

Dans leurs luttes contre le pouvoir, jamais nos journalistes n'ont montré plus d'animosité ni plus de mauvaise foi. Sauf quelques ingénus qui croient encore à l'honnêteté, tous sont vendus ou à vendre. Ils obéissent tous à la même consigne et suivent la même tactique : engager la majorité à tenir bon, l'aider à renverser le Président de la république, semer l'inquiétude dans le pays, y faire disparaître

la confiance et provoquer dans les partis une division à la faveur de laquelle le Prince de leur cœur viendra, — comme par un effet de la Providence, — exécuter son coup d'État et nous sauver de l'anarchie.

Jusqu'à présent, ils n'ont pu réaliser leurs projets; mais, s'ils n'en ont pas encore trouvé l'occasion, ils la feront naître. En attendant ce moment tant désiré, ils viennent nous parler d'honnêteté, de combinaison conciliatrice! Ils nous invitent au calme, à la modération! Des flots de vinaigre et de fiel coulent de leurs encriers, et notre bonne vieille bourgeoisie, conservatrice incorrigible, s'en abreuve tous les jours, croyant avaler du miel.

Est-ce assez de perfidies?...

Voilà pourtant les gens qui prétendent nous régénérer. On leur permet d'empoisonner la France, tandis qu'on défend aux apothicaires de vendre pour un sou d'opium, et ils ne sont pas encore satisfaits! Ce noble rôle ne suffit point à leur ambition. Ils désirent y joindre celui de faussaire et d'assassin. Ils veulent souffler la discorde, allumer la guerre civile, et en profiter pour tuer la République....

En cet état, il serait peu méritant de critiquer

l'homme qui peut sinon la rendre ce qu'elle devrait être, du moins prolonger son existence jusqu'à ce qu'il plaise à la nation de mettre une fin à cette situation transitoire. Certes, M. Thiers n'est point notre idéal. Si nous trouvions le temps opportun, nous aurions à juger sévèrement ses actes, ses principes politiques. Sans remonter bien loin, nous pourrions lui demander pourquoi il a choisi un homme en disgrâce pour représenter la République en Belgique....

On procédait ainsi sous l'Empire. On ne flanquait un ministre à la porte que pour le faire rentrer par la fenêtre. On le nommait généralement sénateur. Ces vieux errements ne sont plus de mise aujourd'hui. Le peuple français, ayant vu que le Sénat ne se composait que de fonctionnaires disgraciés, impotents et incapables de rendre le moindre service au pays, a demandé la suppression de cette digne et vénérable assemblée. Ce n'est point une raison pour que, quand un ministre s'est rendu impopulaire, on se croie forcé de le mettre à la porte afin d'avoir l'air de contenter l'opinion, ni qu'à la première occasion on s'empresse de le nommer préfet, ambassadeur ou gouverneur de la Banque de France.

Mais, nous l'avons dit, il serait puéril en ce moment d'épancher sa bile contre les hommes du gouvernement. Le gouvernement est ce que la Chambre l'a fait. La Chambre est l'œuvre de la Presse. C'est donc celle-ci que nous devons accuser, car ce sont ses faux bonshommes — eux seuls — qui ont fait tout le mal.

Allez, Messieurs, calomniez, conspirez, finissez votre ouvrage; parsemez-le de roses, afin de lui donner un aspect moins repoussant; mais vous ne nous empêcherez point d'y voir le poignard qui y est caché. Si nous n'avons le pouvoir de rendre la lumière aux aveugles, du moins pouvons-nous dévoiler vos manœuvres, vos ignominies, et les rendre assez criminelles, assez infâmes pour qu'il ne vous soit plus permis de venir nous dire, comme en 1848 et en 1852 : « Nous avons voulu la république; nous l'avons défendue jusqu'au bout, mais on nous l'a escamotée. »

Vous n'avez rien voulu ni rien défendu, et pour une excellente raison : c'est que vous n'avez ni volonté, ni courage. Vous n'avez qu'un désir : gagner de l'argent pour alimenter vos passions et exploiter le peuple afin de gagner de l'argent. Encore

n'osez-vous pas manifester hautement ce désir.

Vous avez toutes les lâchetés. Vous voulez renverser le régime actuel, et non-seulement vous craignez d'accomplir ce projet, mais vous êtes forcés de couvrir votre visage d'un masque, tellement vous avez peur d'être taxés de conspirateurs. Vous avez besoin que ce soit la Chambre qui fasse le coup..,.

Depuis le 4 septembre, vos efforts n'ont pas d'autre objectif. Vous avez tenté de culbuter M. Thiers, dans la pensée que cet obstacle une fois vaincu, vos desseins se réaliseraient sans difficulté. N'y pouvant parvenir, vous l'avez réconcilié avec la Majorité, attiré à elle et amené insensiblement à épouser ses intérêts.

Par cette politique, vous êtes vous dit, nous gagnons d'emblée l'estime de nos lecteurs en particulier et des honnêtes gens en général; car, pour quiconque s'entend un peu aux affaires, un gouvernement doit nécessairement s'appuyer sur la majorité, c'est-à-dire sur le parti qui est censé représentér le mieux les intérêts de la nation. Tout le monde croira donc que nous désirons fermement le maintien de la république, puisque nous offrons pré-

cisément à M. Thiers le vrai moyen de s'en assurer la présidence.

Oui, mais ce que vous vous gardez bien de dire, ô Machiavels de carton! c'est que votre manœuvre a pour seul objet de pousser ce dernier dans les voies de la réaction, de l'obliger à demander le concours de l'Assemblée moyennant des concessions qui vous seront favorables, et de le mettre un jour dans l'impossibilité absolue d'entreprendre quoi que ce soit, auquel cas il sera forcé de céder sa place au premier charlatan venu.

Vous savez effectivement que notre salut dépend uniquement des conditions où l'ouvrier et l'ouvrière sont réduits à vivre, que là SEULEMENT est le nœud de notre situation, qui réclame des réformes impérieuses, et qu'on ne peut le trancher sans le concours du Capital. Or, vous n'ignorez pas non plus que votre Majorité se compose exclusivement de propriétaires, de négociants, de *pétitionneux*, qui n'accepteront jamais la moindre transaction ni aucune réforme réellement démocratique, parce que leurs intérêts sont absolument opposés à ceux du travailleur. Ce que vous voulez donc, c'est la continuation et l'affirmation des prétentions de la bour

geoisie; l'esclavage de la femme, la misère du prolétaire, l'abrutissement de la famille, en un mot la négation des principes les plus élémentaires d'une société, ou, pour mieux dire encore, l'effondrement de notre société.

Une telle œuvre n'est point au-dessus de votre patriotisme!

Il ne vous a pas encore été possible de la couronner, mais nous conservons l'espoir que vous puiserez assez de force dans vos bons sentiments pour lui assurer un succès digne de vous, et rapide surtout. Car il faut absolument en finir, et, dans l'intérêt de la nation comme dans le nôtre, le plus vite sera le meilleur.

Votre cœur l'a deviné, du reste.

Vous avez compris qu'afin d'en hâter le dénoûment, il vous fallait quelque bonne petite émeute, — ce qui dans notre admirable pays est un simple badinage, — et qu'en cette circonstance les Princes d'Orléans, sur lesquels vous aviez fondé les plus belles espérances jusqu'à ce jour, n'iraient pas assez vite en besogne. N'écoutant que votre empressement à servir la patrie, il vous vint immédiatement à l'idée de parcourir la galerie des Princes plus ou

moins légitimes qui revendiquent l'honneur de devenir les arbitres de nos destinées, et vous y avez rencontré des prétendants qui, ceux-là, préféreront mille fois perdre la France plutôt que de ne pas répondre à votre chaleureux appel. Ce choix vous honore. Entre nous soit dit, d'ailleurs, les membres de la famille royale, qui après tout sont d'honnêtes gens, ne pouvaient en aucune façon vous convenir. Les Bonaparte feront beaucoup mieux et beaucoup plus rapidement votre affaire....

Aussi, est-ce avec une béatitude infinie que nous avons vu le Colossé de l'Empire se mettre sur les rangs de la députation en Corse. Vous pouviez lui porter ombrage; nous l'avions même cru un instant. Si la Presse parle, nous disions-nous, le gouvernement est capable de s'en mêler, et, comme il lui est à peu près impossible d'admettre au Corps législatif un homme qui a travaillé toute sa vie à ruiner et à gangrener notre pays, il sera forcé de le frapper de mort civile, — ce qui rendra sa candidature impossible même en Corse. Mais vous avez eu le courage de vous taire, et grâce à votre silence héroïque, l'*Arpin* de la dynastie impériale a pu revenir en France sans obstacle, pour la déshonorer de nouveau.

Vous avez accompli là un véritable prodige de sagacité, souffrez que nous vous en congratulions! Nul, en effet, ne pouvait mieux que l'hercule Rouher préparer le terrain sur lequel vous comptez rebâtir l'Empire. Il fallait absolument un homme robuste et entreprenant, un Auvergnat enfin, pour essuyer les plâtres, — nous voulons dire les premiers coups de feu. Cet emploi de *Tête de Turc* convient merveilleusement à son opulente nature, et nous sommes convaincu qu'il s'en acquittera jusqu'au bout, dût-il se laisser ensevelir sous l'avalanche de tuiles et de trognons de choux que ses inconvenantes pantalonnades à la Chambre ne manquent jamais de provoquer.

Une fois ce premier succès obtenu, le reste de la besogne ira tout seul. Après le *fort premier rôle,* viendront les acteurs, les doublures. Enhardis par leur exemple, les comparses arriveront bientôt à la rescousse, puis toute cette troupe de saltimbanques qui n'attendent qu'un moment pour reprendre leur rôle dans le monde politique, et, enfin, l'idole de votre âme, tenant son aigle par la patte, apparaîtra soudain pour délier, à la satisfaction des spectateurs ébaubis, les fils de votre intrigue.

Il ne tient qu'à vous que ce dénoûment soit prochain..... La France est à bout. Les vautours la guettent et en épient les moindres mouvements. Les commerçants trouvent qu'ils ne volent plus assez; les propriétaires, qu'ils ne peuvent pas exploiter librement leurs locataires; les ruraux, que le provisoire tue et les empêche de vendre chèrement leurs cochons. La bourgeoisie, enfin, lasse de naviguer sur la côte, demande à descendre à terre pour soulager ses appétits et jouir à son gré.... Le peuple murmure. Les sentiments se détraquent et frissonnent. Une profonde inquiétude agite les esprits. Un doute mortel glace les âmes. Partout on réclame, on cherche un sauveur... Qu'attendez-vous donc pour sortir le vôtre de son étui?

Craindriez-vous, par hasard, que les Parisiens ne lui fissent une ovation de pommes cuites? Chassez de votre cœur cette pensée saugrenue, ô chauvins trop prévoyants! Le peuple français, a depuis longtemps oublié l'échauffourée de Strasbourg, l'équipée de Boulogne, la boucherie du 2 décembre, l'odyssée de Sedan. Ces légères distractions ne sont pour lui que des cauchemars insensés et lointains....

Ainsi que vous l'avez d'ailleurs annoncé, « on LAVERA Forbach, Wissembourg, Frœschwiller, Sedan; mais ce qu'on ne lavera jamais, c'est l'immense félonie, l'infâme trahison du 4 septembre. » Vous avez raison, ô dégraisseurs de dynastie maculée! Avec un peu d'eau chaude et trois sous de potasse, vous viendrez facilement à bout de ce nettoyage, et c'est nous, comme de juste, qui en payerons les frais. Une lessive de plus ou de moins! ce n'est pas une affaire. Quand on a cinq milliards de dettes, on peut largement se procurer ce petit extra, n'est-il pas vrai? Et, puisque nous sommes en train de faire de folles dépenses, nous pouvons très-bien subir à nouveau Napoléon III, — ce qui nous coûtera probablement la Bourgogne, la Franche-Comté et le reste de la Lorraine, — puis Napoléon IV, — ce qui nous coûtera encore cinq ou six provinces, — puis Napoléon V, et ainsi de suite, jusqu'à ce que nous n'ayons plus de territoire pour payer les augustes turpitudes de nos libérateurs.

Vous avez bien tort de vous évertuer à établir la justification de cette honnête et économique dynastie. Ce n'est guère utile. Racontez-nous les abominations des hommes de la Commune qui ont sac-

cagé Paris pendant trois mois. Voilà un forfait impardonnable, à la bonne heure ! Mais ne nous parlez plus des Bonaparte qui ont renversé la République de 1848, violé la constitution, déchaîné la guerre civile, fusillé femmes et enfants, foulé aux pieds toutes les lois, volé et corrompu la France pendant vingt ans.

Leurs horreurs et leurs massacres ne sont pas des crimes, mais de simples étourderies comme il est permis aux Princes d'en commettre parfois. Ils n'en sont point responsables, non plus que les domestiques qui étaient à leur solde ; et la preuve, c'est qu'à cette heure on croît ces anciens serviteurs parfaitement innocents. On ne songe même pas à leur demander des comptes ! Ils ont repris leurs fonctions, et on peut les voir se promener tranquillement dans nos rues, portant fièrement la croix ou le cordon avec lequel leur ex-souverain a acheté leur complicité.

Après de semblables exemples, pourquoi douterait-on de vos succès ? Comment voulez-vous que le peuple français ne croie pas à une nouvelle et heureuse destinée ?...

En vérité, ce rêve n'est-il pas presque une réalité ?

Les émissaires de Chislehurst ne sont-ils pas à leur poste? Ces sénateurs, ces représentants, ces préfets, ces généraux, ces magistrats, ces bandes de fonctionnaires et de polichinelles en habit galonné, qui ont précipité notre pays dans la boue, ne relèvent-ils point effrontément la tête? Les fameux membres du Comité plébiscitaire n'ont-ils pas fait rempailler à leurs frais l'aigle de Boulogne? Cet oiseau de proie bien appris n'est-il pas là, guettant sa proie et attendant que vous lui fassiez signe? N'a-t-il pas déjà poussé son cri favori?

Allons! adorateurs de faux Dieu et d'assassin, à l'œuvre! Démasquez-vous, et que le cri de l'oiseau de César soit pour vous le signal de vos orgies. L'heure du Crime et de l'Injustice est arrivée!

Fabricants de monarchies à treize sous la pièce, journalistes de cour, blagueurs éhontés, acrobates en pantalon collant, écrivains vendus ou à vendre, galimafrés en gants gris-perle, conspirateurs d'occasion, poëtes et moralistes en strass, à l'œuvre! Commencez la fête, et venez chercher les titres, les plaques et les honneurs qui doivent être la récompense de vos lâchetés.

Ministres sans portefeuille, fonctionnaires en dis-

ponibilité, courtisans de bas étage, magistrats salariés, commerçants insatiables, officiers achetés à prix d'or et de sang, propriétaires impitoyables, conservateurs en détresse, *réactionneux* cupides, Prudhommes et Paturots de l'avenir, à l'œuvre! Prosternez-vous aux genoux de votre Empereur en ruolz et livrez-vous aux plus folles bacchanales.

Sybarites endurcis dans la débauche, Épicuriens sans vergogne, bourgeois nourris dans le vice, paillards usés jusqu'à la moelle, et vous tous, vieux libertins du régime déchu, à l'œuvre! Prenez vos ébats, ornez vos fronts de feuilles de lierre, et qu'à votre exemple les Messalines, les Rhodopes et les Phrynés du bas-empire, à demi-nues, échevelées, couronnées de pampre, fassent retentir les voûtes de l'Élysée de leurs chants d'allégresse.

Évohé vous protége et l'Europe vous admire!

PARIS. — IMP. VICTOR GOUPY, RUE GARANCIÈRE, 5.

